

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 262

4 février 2013

SOMMAIRE

Bellisle S.à r.l.	12567	PEF V Zelmer Holdings S.à r.l.	12534
FDV II Venture	12558	PH - Property Holdings Luxembourg	12535
Fleurs "Atelier Créatif" S.à.r.l.	12576	Pia Invest	12531
Gim Capital International S.A.	12562	Pie Group S.A.	12538
Halliburton Luxembourg Minority S.à r.l.	12568	Pink Ocean Finance SA	12536
Immo Am Bongert	12542	Pi Selector S.à r.l.	12533
K Agamemnon S.à r.l.	12567	Platinum Properties S.A.	12532
Laure Sàrl	12530	Plaza Trust S.A.	12532
Lavatere S.A.	12530	Praefinium Partners S.à r.l.	12533
LBREP II Master & PP S.à r.l.	12571	Privat Car Benelux S.A.	12533
LCI Lux S. à r.l.	12530	QM Holdings 2 S.à r.l.	12532
Learmonth Sàrl	12531	QM Holdings 3 S.à r.l.	12536
Léopold (Lux 1) S.à.r.l.	12530	QM Partnership 5, S.e.c.s.	12537
LM Investment Partner	12574	QP ES Group S.A.	12535
Lockwood Ventures S.à r.l.	12531	Quadrige S.A.	12537
Luxembourg Boulevard Royal Centre	12531	Quidam S.A.	12535
LuxGateway S.A.	12573	Quilvest Strategic Fund SCA SIF	12535
Mellinckrodt 1	12542	Quimicum S.A.	12535
Milestone Income Midcap S.à r.l.	12532	Radical Sportscars Luxemburg S.A.	12537
Moneta Global S.A.	12534	RBW Global Holdings	12540
Opalka S.à r.l.	12533	Real Estate Commercial Europe 1 S. à r. l.	12536
Pali-Shop S.à r.l.	12533	Regus Businessworld (Luxembourg) S.à r.l.	12540
Parc Leyenberg S.A.	12534	R. et P. S.A.	12536
Participations A & F S.A.	12534	Ruffer SICAV	12537
PEF V Investments Holdings S.à r.l.	12534		

Lavatere S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 74.896.

Extrait de la résolution prise par le conseil d'administration en date du 31 décembre 2012

1^{ère} Résolution

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la Société du 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat

Pour LAVATERE S.A.

Référence de publication: 2013001018/12.

(120226841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

LCI Lux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 120.201.

Suite au contrat de contribution daté du 31 décembre 2012 entre LIG, LLC et DE LCI Lux, LLC, les parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

Associé	Nombre de parts sociales
DE LCI Lux, LLC	500 parts sociales
444 West 47 th Street	
Suite 900	
Kansas City, Missouri 64112	
Etats-Unis	

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Référence de publication: 2013001019/19.

(130000433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Laure Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 53.484.

Les documents de clôture de l'année 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 31 décembre 2012.

Référence de publication: 2013001017/10.

(120226910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Léopold (Lux 1) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 117.160.

Extrait des décisions prises par les gérants de la Société, datées au 2 janvier 2013

Les gérants de la Société ont décidé en date du 2 janvier 2013, de transférer le siège social de la Société du 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2013.

Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Jean-Michel Clinquart

Gérant

Référence de publication: 2013001021/13.

(130000489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Learmonth Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 47.545.613,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.762.

Extrait des Résolutions des Associés du 19 décembre 2012

L'associés de Learmonth Sàrl (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Eric Lechat et Phill Williams en tant que gérants de la société avec effet immédiat;
- de nommer Luxembourg Corporation Company S.A., avec adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, gérant de la société, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013001012/16.

(130000351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Lockwood Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 157.958.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013001013/10.

(120226980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Luxembourg Boulevard Royal Centre, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 42.802.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 65566 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001015/10.

(130000541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Pia Invest, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 148.629.

Extrait de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue en date du 10 décembre 2012

Suite au décès de Monsieur Patrick ROCHAS, l'assemblée décide de nommer Madame Sylviane COURTOIS, employée privée, avec adresse professionnelle au 10A, rue Henri M. Schnadt- L-2530 Luxembourg, comme nouvel administrateur. Par conséquent, son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

L'assemblée constate que l'adresse professionnelle de Madame Catherine CALVI, administrateur, est actuellement au 28, Boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg.

Enfin, l'assemblée constate que la dénomination de son commissaire aux comptes "AUDITEURS & ADMINISTRATEURS ASSOCIÉS", avec son siège social au 32, Boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B93937, a été modifiée en "Auditeurs Associés" en date du 19 mai 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001185/18.

(120227054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Plaza Trust S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.
R.C.S. Luxembourg B 46.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013001193/10.

(120226791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

QM Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 116.469.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 Décembre 2012.

Jean-Jacques Josset
Manager B

Référence de publication: 2013001206/13.

(130000099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Platinum Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4955 Bascharage, 22, rue des Roses.
R.C.S. Luxembourg B 163.741.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02/01/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2013001192/12.

(130000341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Milestone Income Midcap S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 134.578.

Extrait des Résolutions verbal de l'Associé unique du 19 décembre 2012

L'associé unique de Milestone Income Midcap Sàrl (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Eric Lechat et Sharon Callahan en tant que gérants de la société avec effet immédiat;
 - de nommer Laetitia Ambrosi, né le 12 mars 1975 à Lyon, France, avec adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, gérant de la société, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée
- et
- de nommer Alexandra Petitjean, né le 22 juillet 1979 à Remiremont, France, avec adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, gérant de la société, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée

Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2013001079/19.

(130000350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Pali-Shop S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2610 Howald, 222, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 100.528.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Helmsange, le 31/12/2012.

Référence de publication: 2013001162/10.

(120226765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Praefinium Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 146.440.

Les comptes annuels pour la période du 22 mai 2009 (date de constitution) au 31 décembre 2009 et la distribution du dividende relative aux Résolutions de l'Associé unique du 29 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2011.

Référence de publication: 2013001156/12.

(120226871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Opalka S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 164.264.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02/01/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013001135/12.

(130000277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Privat Car Benelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5853 Fentange, 22, rue de Kockelscheuer.
R.C.S. Luxembourg B 156.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 28 décembre 2012.

Référence de publication: 2013001158/10.

(130000109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Pi Selector S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.675,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 123.214.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2012.

Référence de publication: 2013001148/10.

(130000326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Parc Leyenberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 158.737.

Les documents de clôture de l'année 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 28 décembre 2012.

Référence de publication: 2013001166/10.

(120226970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Participations A & F S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 70.807.

Les documents de clôture de l'année 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 28 décembre 2012.

Référence de publication: 2013001168/10.

(120226960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

PEF V Zelmer Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 104.235.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Référence de publication: 2013001173/10.

(130000232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

PEF V Investments Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 105.291.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Référence de publication: 2013001172/10.

(130000233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Moneta Global S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 149.341.

I hereby resign as a member of the Board of Directors of Moneta Global S.A., R.C.S Luxembourg B-149341, with registered office situated at 2-4 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg with immediate effect.

Luxembourg, 31 December 2012.

Gilles Wecker.

Je donne ma démission par la présente en tant qu'administrateur du conseil d'administration de Moneta Global S.A., R.C.S Luxembourg B-149341, avec le siège social situé au 2-4 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg avec effet immédiat.

Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Gilles Wecker.

Référence de publication: 2013001061/14.

(130000346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

QP ES Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 146.236.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2012.

Référence de publication: 2013001211/10.

(120226776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Quimicum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 41.114.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013001216/10.

(130000086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Quidam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3376 Leudelange, 37, Domaine op Hals.

R.C.S. Luxembourg B 64.789.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013001214/10.

(120226741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

PH - Property Holdings Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 153.211.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013001181/11.

(130000354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Quilvest Strategic Fund SCA SIF, Société d'Investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous la forme d'une société en commandite par actions.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 158.516.

Les comptes annuels consolidés au 31.05.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour QUILVEST STRATEGIC FUND SCA SIF

CBP QUILVEST S.A.

Référence de publication: 2013001215/13.

(130000300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Pink Ocean Finance SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 83.047.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 19 décembre 2012

1^{ère} Résolution

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la Société du 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat

Pour PINK OCEAN FINANCE S.A.

Référence de publication: 2013001189/12.

(120226840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

QM Holdings 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 116.470.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 Décembre 2012.

Jean-Jacques Josset

Manager B

Référence de publication: 2013001207/13.

(130000098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

R. et P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 85.890.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2013001217/14.

(120226867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Real Estate Commercial Europe 1 S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 117.708.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 4 décembre 2012, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de José Correia, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet au 28 novembre 2012.

2. Nomination de Fabrice Meeuwis, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 28 novembre 2012 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2012.

Référence de publication: 2013001228/15.

(120227018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Ruffer SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 161.817.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires de Ruffer SICAV («la société») s'est tenue à Luxembourg le 14 décembre 2012 et a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a ratifié la cooptation de M. Benjamin Boucher-Ferté à partir du 31 décembre 2011 en remplacement du Vicomte Tamworth en qualité qu'administrateur et a renouvelé les mandats de Mme Mary McBain, M. Benjamin Boucher-Ferté, M. Gregory Cremen, M. Jean Garbois et M. Myles Marmion en qualité d'administrateurs de la Société, pour une durée d'une année jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2014.

2. L'Assemblée a également renouvelé le mandat de Ernst & Young S.A. en tant que réviseurs d'entreprises indépendants de la Société pour une période d'une année jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2014.

Référence de publication: 2013001224/16.

(120226969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Radical Sportscars Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7241 Bereldange, 204, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 151.477.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG CONSULT S.A.R.L.
EXPERTS COMPTABLES - FIDUCIAIRE
31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER
Signature

Référence de publication: 2013001219/13.

(130000408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Quadrige S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 120.995.

—
EXTRAIT

Il a été signifié à la société en date du 31 décembre 2012 la démission des quatre administrateurs en la personne de Jean-Yves Nicolas, Marc Koeune, Michaël Zianveni et Sébastien Gravière, ainsi que la démission du commissaire aux comptes, la société CeDerLux-Services S.A R.L.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013001212/12.

(130000154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

QM Partnership 5, S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 116.848.

—
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 Décembre 2012.

Jean-Jacques Josset
Manager B

Référence de publication: 2013001210/13.

(130000095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Pie Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 111.812.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND TWELVE,
ON THE SEVENTEENTH DAY OF THE MONTH OF DECEMBER,

before Us, Maître Cosita Delvaux, notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of PIE Group S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, of 7 October 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1335 of 6 December 2005 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-111812 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, of 13 January 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 852 of 28 April 2006.

The meeting was declared open at 4.30 p.m. by Caroline RONFORT, employee, with professional address in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Emanuele BRENO, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Thomas MOCANA, employee, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1 To reduce the corporate capital of the Company by an amount of one hundred thousand euro (EUR 100,000.-) so as to reduce it from its current amount of five hundred thousand euro (EUR 500,000.-) to four hundred thousand euro (EUR 400,000.-) for the purpose and by cancellation of the eighty thousand (80,000) class E shares having a par value of one euro twenty-five cent (EUR 1.25) each, which have been repurchased by the Company on 17 December 2012 following the resolutions of the board of director as per the authorisations and instructions provided by the general meeting of shareholders and the share repurchase agreements dated 17 December 2012.

2 To amend article 5.1 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the capital reduction.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolved to reduce, with immediate effect, the corporate capital of the Company by an amount of one hundred thousand euro (EUR 100,000.-) so as to reduce it from its current amount of five hundred thousand euro (EUR 500,000.-) to four hundred thousand euro (EUR 400,000.-) for the purpose and by cancellation of the eighty thousand (80,000) class E shares having a par value of one euro twenty-five cent (EUR 1.25) each, which have been repurchased by the Company on 17 December 2012 following the resolutions of the board of director as per the authorisations and instructions provided by the general meeting of shareholders and the share repurchase agreements dated 17 December 2012.

Second resolution

The general meeting resolved to amend article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

" **5.1 Capital.** The subscribed capital of the Corporation is set at four hundred thousand euro (EUR 400,000.-) divided into eighty thousand (80,000) class A shares, eighty thousand (80,000) class B shares, eighty thousand (80,000) class C shares and eighty thousand (80,000) class D shares, all with a par value of one euro twenty-five cent (EUR 1.25) per share."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1.300.-.

There being no other business on the Agenda, the meeting was adjourned at 4.30 p.m.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

WHEREUPON, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the undersigned notary by their surnames, first names, civil status and residences, such persons signed together with the undersigned notary this original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'AN DEUX MILLE DOUZE,

LE SEPTIÈME JOUR DU MOIS DE DECEMBRE,

par devant Nous Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de PIE Group S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 7 octobre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1335 du 6 décembre 2005 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B-111812 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois par un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 janvier 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 852, en date du 28 avril 2006.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 16h30 heures, sous la présidence de Caroline RONFORT, employée, domiciliée professionnellement à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Emanuele BREMO, employée, domiciliée professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Thomas MORANA, employé, domicilié professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1 Réduction du capital social de la Société d'un montant de cent mille euros (EUR 100.000,-) afin de le porter de son montant actuel de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) à quatre cent mille euros (EUR 400.000,-) en vue de et par annulation de quatre-vingts mille (80.000) actions de catégorie E ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune, qui ont été rachetées par la Société le 17 décembre 2012 à la suite des résolutions du conseil d'administration prises en vertu des autorisations et instructions données par l'assemblée générale des actionnaires et les contrats de rachat d'actions en date du 17 décembre 2012.

2 Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société, afin de refléter la réduction de capital.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vi) Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé, avec effet immédiat, de réduire le capital social de la Société d'un montant de cent mille euros (EUR 100.000,-) afin de le porter de son montant actuel de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) à quatre cent mille euros (EUR 400.000,-) en vue de et par annulation de quatre-vingt mille (80.000) actions de catégorie E ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune, qui ont été rachetées par la Société le 17 décembre 2012

à la suite des résolutions du conseil d'administration prises en vertu des autorisations et instructions fournies par l'assemblée générale des actionnaires et les contrats de rachat d'actions en date du 17 décembre 2012.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 5.1 Capital.** Le capital souscrit de la Société est fixé à quatre cent mille euros (EUR 400.000,-) divisé en quatre-vingt mille (80.000) actions de catégorie A, quatre-vingt mille (80.000) actions de catégorie B, quatre-vingt mille (80.000) actions de catégorie C et quatre-vingt mille (80.000) actions de catégorie D, toutes ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25). »

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à EUR 1.300,-.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leurs nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signés avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: C. Ronfort, E. Breno, T. Mocana, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 décembre 2012. Relation: RED/2012/1772. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 2 janvier 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013001188/136.

(130000243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

**RBW Global Holdings, Société à responsabilité limitée,
(anc. Regus Businessworld (Luxembourg) S.à r.l.).**

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 151.203.

In the year two thousand and twelve, on the seventeenth day of December.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, Civil Law Notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Regus No. 4, a limited liability company (Société à responsabilité limitée) incorporated in Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under B 158071, having its registered office at 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (the "Appearing Party"),

here represented by Ms Sara Lecomte, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg under private seal on 12 December 2012; such proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

This appearing party, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to state that:

- the private limited liability company "Regus Businessworld (Luxembourg) S.à r.l." (the "Company"), and having its registered office at 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under B 151203, was incorporated by deed of Maître Henri HELLINCKX on 4 December 2009, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 589 dated 19 March 2010; and

- that the appearing party is the sole member (the "Sole Member") of the Company and that it has taken the following resolution:

Sole resolution

The Sole Member decided to change the Company's name to "RBW Global Holdings" and to subsequently amend the first article of the articles of association in order to give it the following wording:

1. "Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "RBW Global Holdings" (hereafter the "Company"), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles")."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately eight hundred euros (EUR 800.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French texts, the English version shall prevail.

The document having been read and translated to the proxyholder of the appearing party, this person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le dix sept décembre.

Pardevant Nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de droit civil résident à Luxembourg.

A COMPARU

Regus No. 4, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 158071, ayant son siège social au 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (la «partie Comparante»),

ici représentée par Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Luxembourg le 12 décembre 2012; laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter que:

- que la société à responsabilité limitée "Regus Businessworld (Luxembourg) S.à r.l." (la «Société»), établie et ayant son siège social au 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151203, a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, en date du 4 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 589 du 19 mars 2010; et

- la partie comparante est la seule associée actuelle (l'«Associé Unique») de la Société et qu'elle a pris, par son mandataire, la résolution suivante:

Résolution unique

L'Associée Unique décide de changer la dénomination de la Société en «RBW Global Holdings» et de modifier sub-séquemment le premier article des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **1. Dénomination.** Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination «RBW Global Holdings» (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).»

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de huit cents euros (EUR 800.-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, même date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes, qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; et qu'à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 18 décembre 2012. Relation: LAC/2012/60526. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2012170025/80.

(120224612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

Immo Am Bongert, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7216 Bereldange, 14D, rue Bour.

R.C.S. Luxembourg B 111.510.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013000963/10.

(130000200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Mellinckrodt 1, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 153.466.

Im Jahre zweitausendundzweifel, am achtundzwanzigsten Dezember.

Vor der unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg,

sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable") "Mellinckrodt 1", mit Sitz in Munsbach, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 153466, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars vom 26. Mai 2010, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1273 vom 18. Juni 2010.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Ursula BERG, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Protokollführerin Frau Gisela WENZ, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Vera AUGSDOERFER, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Luxembourg-Strassen.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladungen mit der hiernach angegebenen Tagesordnung veröffentlicht:

- im Mémorial C, vom 5. Dezember 2012 und vom 15. Dezember 2012,
- in der Tageszeitung „Tageblatt" am 5. Dezember 2012 und am 15. Dezember 2012.

II.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Verwaltungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste und gegebenenfalls die Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde beigelegt um mit derselben einregistriert zu werden.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Restrukturierung der Satzung der SICAV zum 1. Januar 2013 (Anpassung an die Dokumente der IPConcept (Luxemburg) S.A., Änderung der allgemeinen Anlagegrundsätze und -beschränkungen usw.)

Ein Entwurf der Satzung ist am Sitz der IPConcept (Luxemburg) S.A. bzw. DZ PRIVATBANK S.A. erhältlich.

2. Verlegung des Gesellschaftssitzes der SICAV von 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach zum Sitz der neuen Verwaltungsgesellschaft 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder

4. Wahl eines neuen Verwaltungsrates

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 112.674 sich im Umlauf befindenden Aktien, welche das gesamte Kapital von EUR 65.047.009,84 vertreten, 4.810 Aktien, welche EUR 52.452.063,70 Kapital vertreten, d.h. mehr als die Hälfte des Kapitals, in gegenwärtiger Versammlung vertreten sind, so dass diese ordnungsgemäß zusammengesetzt ist und rechtsgültig über die Punkte der Tagesordnung beraten kann.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss:

Die Versammlung beschließt die Restrukturierung der Satzung der SICAV zum 1. Januar 2013, um sie an die Dokumente der IPConcept (Luxemburg) S.A. anzupassen.

Die Generalversammlung beschliesst infolgedessen die Satzung wie folgt neuzufassen mit Wirkung zum 1. Januar 2013.

I. Name, Sitz und Zweck der Investmentgesellschaft

Art. 1. Name. Zwischen den erschienen Parteien und allen, die Eigentümer von später ausgegebenen Aktien werden, wird eine Investmentgesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft als „Société d'investissement à capital variable“, unter dem Namen Mellinckrodt 1 („Investmentgesellschaft“ oder „Fonds“) gegründet.

Art. 2. Sitz. Gesellschaftssitz ist Strassen, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft („Verwaltungsrat“) kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde Strassen verlegt werden und können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg sowie im Ausland gegründet oder eröffnet werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, militärischen oder anderen Notfalls von höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Investmentgesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsrat durch einen einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die Luxemburger Staatszugehörigkeit jedoch beibehalten.

Art. 3. Zweck.

1. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010“) mit dem Ziel eine angemessene Wertentwicklung zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.

2. Die Investmentgesellschaft kann unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) („Gesetz vom 10. August 1915“) festgelegten Bestimmungen, alle Maßnahmen treffen, die ihrem Zweck dienen oder nützlich sind.

Art. 4. Allgemeine Anlagegrundsätze und -Beschränkungen. Das Fondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung und nach den im Verkaufsprospekt beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen angelegt.

Das Netto-Fondsvermögen wird abzüglich flüssiger Mittel zu mehr als 90% des Netto-Fondsvermögens in die im Folgenden aufgezählten Vermögensgegenstände investiert: notierte und nicht notierte Wertpapiere, Derivate, Edelmetalle, Immobilien, Immobilien-Gesellschaften, unverbriefte Darlehensforderungen, Unternehmensbeteiligungen und Investmentvermögen (Zielfonds).

Es dürfen für den Fonds Anteile an Investmentvermögen nach § 2 Abs. 4 Nr. 7 InvG sowie Anteile an entsprechenden ausländischen Investmentvermögen nach § 2 Abs. 9 InvG erworben werden.

Der Begriff der Wertpapiere umfasst unter anderem Aktien, Renten, Geldmarktinstrumente, Zertifikate und andere strukturierte Produkte (z.B. Aktienanleihen, Optionsanleihen, Wandelanleihen).

Investitionen können in andere als die oben aufgeführten Vermögensgegenstände angelegt werden, wenn sie sich auf eine Höhe von unter 10% des Netto-Fondsvermögens beschränken. Davon erfasst wird unter anderem der Erwerb von:

- a) Private Equity Fonds und Venture Capital Fonds;
- b) nicht richtlinienkonforme, regulierte Rohstofffonds;
- c) Dach-Hedgefonds.

Der Einsatz abgeleiteter Finanzinstrumente („Derivate“) ist zur Erreichung der vorgenannten Anlageziele sowohl zu Anlage- als auch Absicherungszwecken vorgesehen. Er umfasst neben den Optionsrechten u.a. Swaps und Terminkontrakte auf Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Finanzindizes im Sinne des Artikels 9 Abs. 1 der Richtlinie 2007/16/EG, Zinssätze, Wechselkurse, Währungen und Investmentfonds gemäß § 50 deutschen Investmentgesetz („InvG“) sowie auf andere Underlyings.

Der Einsatz anderer Derivate, welche nicht § 51 Absatz 1 des deutschen Investmentgesetzes entsprechen, darf 30% des Fondsvermögens nicht übersteigen.

Das Marktexposure aus den vorgenannten Derivaten ist auf insgesamt höchstens 100% des Netto-Fondsvermögens beschränkt.

Der Erwerb von Edelmetallen, unverbrieften Darlehensforderungen einschließlich solcher, die als sonstige Anlageinstrumente im Sinne des 52 InvG erwerbbar sind sowie von anderen Derivaten darf 30% des Fondsvermögens nicht übersteigen.

8. Die Beschränkung für nicht notierte Wertpapiere beträgt 20% des Netto-Fondsvermögens.

Unternehmensbeteiligungen einschließlich solcher, die als sonstige Anlageinstrumente im Sinne des 52 InvG erwerbbar sind können bis zu einer Grenze von 20% des Netto-Fondsvermögens erworben werden.

Der Fonds kann grundsätzlich flüssige Mittel in Form von Anlagekonten (Kontokorrentkonten) und Tagesgeld halten, die jedoch nur akzessorischen Charakter haben dürfen.

1. Anlagebeschränkungen.

1.1 Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.

1.2 Der Fonds kann grundsätzlich nicht:

a) mehr als 20 % seiner Netto-Aktiva in Wertpapiere anlegen, die nicht zum Handel an einer Wertpapierbörse zugelassen sind oder auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist,

b) mehr als 25 % der verbrieften Rechte derselben Art ein und desselben Emittenten erwerben,

c) mehr als 20 % seiner Netto-Aktiva in verbriefte Rechte ein und desselben Emittenten anlegen.

d) mehr als 20 % seiner Netto-Aktiva in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung anlegen.

e) mehr als 20 % seiner Netto-Aktiva in Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und OTC-Derivate bei ein und derselben Einrichtung anlegen.

f) Darüber hinaus darf durch das Kontrahentenrisiko des Fonds, welches sich aus derivativen Geschäften ergibt, zu keinem Zeitpunkt in Bezug auf eine einzelne Gegenpartei 20% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens überschritten werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um eines der in Artikel 41 Absatz (1) Buchstabe f) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 genannten Finanzinstitute handelt. In allen anderen Fällen liegt die Grenze bei 10% seines Vermögens. Das Ausfallrisiko bei Geschäften mit OTC-Derivaten darf 30% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

Die in den vorstehenden Punkten a), b) und c) aufgeführten Beschränkungen sind nicht anwendbar auf Anlagen in Titeln, die von einem Mitgliedstaat der OECD oder seinen öffentlichen Gebietskörperschaften oder supranationalen Institutionen und Organisationen mit gemeinschaftlichem, regionalem oder weltweitem Charakter ausgegeben oder besichert werden. In jedem Fall müssen die im Fondsvermögen enthaltenen Wertpapiere aus mindestens sechs verschiedenen Emissionen stammen, wobei der Wert der Wertpapiere, die aus ein und derselben Emission stammen, 30% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten darf.

Die in den vorstehenden Punkten a), b) und c) aufgeführten Beschränkungen sind nicht auf verbriefte Rechte anwendbar, welche von Zielfonds begeben werden (Investmentfondsanteile der Zielfonds), wenn diese Zielfonds Risikotreuungsregeln unterworfen sind, welche denen nach Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 vergleichbar sind und wenn diese Zielfonds in ihrem Ursprungsland einer ständigen Aufsicht unterliegen, die durch eine Aufsichtsbehörde ausgeübt wird und die durch ein den Anlegerschutz bezweckendes Gesetz vorgesehen ist, d.h. Zielfonds mit Sitz in einem OECD Mitgliedstaat, Guernsey, Jersey, Liechtenstein, Singapore, Hong Kong.

Jeder Teilfonds eines Zielfonds mit mehreren Teilfonds ist als eigenständiger Zielfonds anzusehen, unter der Bedingung, dass diese Teilfonds Dritten gegenüber nicht gesamtschuldnerisch für Verpflichtungen der verschiedenen Teilfonds haften.

Generell kann es bei dem Erwerb von Anteilen an Zielfonds zur Erhebung einer Verwaltungsvergütung auf Ebene des Zielfonds kommen. Der Fonds wird daher nicht in Zielfonds anlegen, die einer Verwaltungsvergütung von mehr als 3% unterliegen. Der Jahresbericht des Fonds wird betreffend den jeweiligen Teilfonds Informationen enthalten, wie hoch der Anteil der Verwaltungsvergütung maximal ist, welche der Teilfonds sowie die Zielfonds zu tragen haben.

Erwirbt der Fonds Anteile anderer OGAW und/oder sonstiger anderer OGA, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von derselben Verwaltungsgesellschaft oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung von mehr als 10 Prozent des Kapitals oder der Stimmen verbunden ist, so darf die Verwaltungsgesellschaft oder die andere Gesellschaft für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteilen dieser anderen OGAW und/oder OGA durch den OGAW keine Gebühren berechnen (inkl. Ausgabebauschlägen und Rücknahmeabschlägen).

2. Derivative Finanzinstrumente und Sonstige Techniken. Der Fonds kann die nachfolgend beschriebenen derivativen Finanzinstrumente sowie Techniken nutzen:

Die derivativen Finanzinstrumente können insbesondere Optionen, Terminkontrakte auf Finanzinstrumente sowie Optionen auf solche Verträge und OTC-Swap-Verträge auf alle Arten von Finanzinstrumenten umfassen. Darüber hinaus kann jeder Fonds Techniken in Form von Wertpapierleihgeschäften, Geschäften unter Rückkaufsvorbehalt sowie Pensionsgeschäften einsetzen. Die derivativen Finanzinstrumente müssen auf einem geregelten Markt gehandelt werden oder auf OTC-Basis mit Kreditinstituten erster Ordnung eingegangen werden, die auf diese Art von Geschäft spezialisiert sind.

a) Das Netto-Fondsvermögen darf im Rahmen der Bedingungen und Einschränkungen, wie sie von der Luxemburger Aufsichtsbehörde vorgegeben werden, Techniken und Instrumente, die Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und sonstige Basiswerte zum Gegenstand haben, verwenden, sofern diese Verwendung im Hinblick auf eine effiziente Verwaltung des Fondsvermögens erfolgt. Beziehen sich diese Transaktionen auf die Verwendung von Derivaten, so müssen die Bedingungen und Grenzen mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 übereinstimmen.

Darüber hinaus ist es dem Netto-Fondsvermögen nicht gestattet, bei der Verwendung von Techniken und Instrumenten von den im Verkaufsprospekt (nebst Anhang) und des Verwaltungsreglement festgelegten Anlagezielen abzuweichen.

b) Die Investmentgesellschaft hat sicherzustellen, dass das mit Derivaten verbundene Gesamtrisiko den Gesamtnetowert ihres Portfolios nicht überschreitet.

Das Gesamtrisiko des Fonds kann sich folglich durch Inanspruchnahme derivativer Finanzinstrumente maximal verdoppeln und ist somit auf 200% des Netto-Fondsvermögens begrenzt. Die Verwaltungsgesellschaft verwendet ein Risikomanagement-Verfahren, welches den aufsichtsrechtlichen Anforderung in Luxemburg Rechnung trägt und es ihr erlaubt, das mit den Anlagepositionen verbundene Risiko sowie ihren jeweiligen Anteil am Gesamtrisikoprofil des Anlageportfolios jederzeit zu überwachen und zu messen. Der Fonds darf als Teil seiner Anlagepolitik und im Rahmen der Grenzen dieses Absatzes Anlagen in Derivate tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen von Artikel 4 Punkt 1.2 Buchstabe c) des Verwaltungsreglement nicht überschreitet. Investiert der Fonds in indexbasierte Derivate, so werden diese Anlagen bei den Anlagegrenzen von Artikel 4 Punkt 1.2 Buchstabe c) des Verwaltungsreglements nicht berücksichtigt. Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder ein Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Vorschriften dieses Absatzes mitberücksichtigt werden.

3. Geschäfte in Bezug auf Wertpapierdarlehen. Der Fonds kann zur Erzielung zusätzlichen Kapitals- oder Ertrags oder zur Verringerung seiner Kosten oder Risiken Wertpapierleihgeschäfte tätigen, wobei solche Geschäfte mit den anwendbaren Luxemburger Gesetzen und Verordnungen sowie den CSSF Rundschreiben (unter anderem CSSF 08/356 und CSSF 11/512) im Einklang stehen müssen.

aa) Der Fonds darf Wertpapiere entweder direkt oder im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems, das durch einen anerkannten Organismus zur Wertpapierabwicklung oder Clearinginstitutionen wie CLEARSTREAM und EUROCLEAR oder von einem erstklassigen, auf derartige Geschäfte spezialisierten Finanzinstitut organisiert wird, das aufsichtsrechtlichen Vorschriften unterliegt, die nach Ansicht der CSSF den EU-Bestimmungen gleichwertig sind, verleihen. Die Gegenpartei des Wertpapierleihevertrages (d.h. der Darlehensnehmer) muss in jedem Fall aufsichtsrechtlichen Vorschriften unterliegen, die nach Ansicht der CSSF den EU-Bestimmungen gleichwertig sind. Handelt das vorgenannte Finanzinstitut für eigene Rechnung, ist es als Gegenpartei des Wertpapierleihevertrages anzusehen. Verleiht der Fonds seine Wertpapiere an Unternehmen, die im Rahmen eines Verwaltungs- oder Kontrollverhältnisses mit dem Fonds verbunden sind, ist insbesondere auf Interessenkonflikte, die sich ergeben können, zu achten. Der Fonds muss vorab oder zum Zeitpunkt der Übertragung der verliehenen Wertpapiere eine Sicherheit in Übereinstimmung mit den aufsichtsrechtlichen Anforderungen an das Kontrahentenrisiko und die Sicherheitsleistung erhalten. Zum Ablauf des Wertpapierleihevertrages erfolgt die Rückübertragung der Sicherheit zeitgleich oder im Anschluss an die Rückgabe der verliehenen Wertpapiere. Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems, das durch einen anerkannten Organismus zur Wertpapierabwicklung organisiert wird, oder eines Wertpapierleihsystems, das durch ein Finanzinstitut organisiert wird, das aufsichtsrechtlichen Vorschriften unterliegt, die nach Ansicht der CSSF den EU-Bestimmungen gleichwertig sind, und das auf diese Geschäftsart spezialisiert ist, kann die Übertragung der verliehenen Wertpapiere vor Erhalt der Sicherheit erfolgen, wenn der Vermittler (intermédiaire) die ordnungsgemäße Durchführung des Geschäfts sicherstellt. Dieser Vermittler kann anstelle des Darlehensnehmers dem Fonds eine Sicherheit in Übereinstimmung mit den aufsichtsrechtlichen Anforderungen an das Kontrahentenrisiko und die Sicherheitsleistung zur Verfügung stellen.

bb) Der Fonds muss dafür Sorge tragen, dass der Umfang der Wertpapierleihgeschäfte in angemessener Höhe gehalten wird, oder muss die Rückgabe der verliehenen Wertpapiere in einer Art und Weise verlangen können, dass es ihm jederzeit möglich ist, seiner Verpflichtung zur Rücknahme nachzukommen, und sicherstellen, dass diese Geschäfte die Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds gemäß seiner Anlagepolitik nicht beeinträchtigen. Für jedes abgeschlossene Wertpapierleihgeschäft muss der Fonds sicherstellen, dass er eine Sicherheit erhält, deren Wert während der gesamten Laufzeit des Leihgeschäfts mindestens 90% des gesamten Marktwertes (einschließlich Zinsen, Dividenden und sonstiger etwaiger Ansprüche) der verliehenen Titel entspricht.

cc) Erhalt einer angemessenen Sicherheit

Der Fonds darf eine Sicherheit in Übereinstimmung mit den hier genannten Anforderungen mit einbeziehen, um das Kontrahentenrisiko bei Geschäften mit Rückkaufsrecht zu berücksichtigen.

Der Fonds muss täglich eine Neubewertung der erhaltenen Sicherheit vornehmen. Der Vertrag zwischen der Investmentgesellschaft und der Gegenpartei muss Bestimmungen vorsehen, die die Leistung zusätzlicher Sicherheiten durch die Gegenpartei innerhalb einer äußerst kurzen Frist verlangen, wenn der Wert der bereits geleisteten Sicherheit sich im Verhältnis zu dem abzusichernden Betrag als nicht ausreichend erweist. Darüber hinaus muss dieser Vertrag gegebenenfalls Sicherheitsmargen vorsehen, die den Währungs- oder Marktrisiken Rechnung tragen, die mit den als Sicherheit akzeptierten Vermögenswerten verbunden sind.

Bei der Sicherheit handelt es sich grundsätzlich um:

(1) liquide Mittel, die liquiden Mittel beinhalten nicht nur Bargeld und kurzfristige Bankguthaben, sondern auch Geldmarktinstrumente, die in der Richtlinie 2007/16/EG zur Durchführung der Richtlinie 85/611/EWG des Rates zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften betreffend bestimmte Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) im Hinblick auf die Erläuterung gewisser Definitionen festgelegt werden. Ein Kreditbrief oder

eine erstrangig zu erfüllende Sicherheit, der/die von einem erstklassigen Kreditinstitut ausgestellt wird, das nicht mit der Gegenpartei verbunden ist, wird den liquiden Mitteln gleichgesetzt.

(2) Schuldverschreibungen, die von einem Mitgliedstaat der OECD oder deren öffentlichen Gebietskörperschaften oder durch supranationale Einrichtungen und Organismen mit gemeinschaftlichem, regionalem oder globalem Charakter ausgegeben oder garantiert werden,

(3) Aktien oder Anteile, die von Geldmarkt-OGA ausgegeben werden, die einen Nettoinventarwert auf täglicher Basis berechnen und über ein AAA-Rating oder Entsprechendes verfügen,

(4) Aktien oder Anteile, die von OGAW ausgegeben werden, die in die Schuldverschreibungen/Aktien investieren, die in den folgenden Punkten (5) und (6) genannt werden,

(5) Schuldverschreibungen, die von erstklassigen Emittenten ausgegeben oder besichert werden, die über eine angemessene Liquidität verfügen, oder

(6) Aktien, die börsennotiert sind oder an einem geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder an einer Wertpapierbörse eines Staates der OECD gehandelt werden, sofern diese Aktien in einen bedeutenden Index einbezogen sind.

Die Sicherheit, die nicht in bar oder in Aktien/Anteilen eines OGA/OGAW geleistet wird, muss von einem Unternehmen ausgegeben werden, das nicht mit der Gegenpartei verbunden ist.

4. Pensionsgeschäfte. Die Investmentgesellschaft kann sich für den Fonds an Pensionsgeschäften beteiligen, die in Käufen und Verkäufen von Wertpapieren bestehen, bei denen die Vereinbarungen dem Käufer das Recht oder die Pflicht einräumen, die verkauften Wertpapiere vom Erwerber zu einem Preis und innerhalb einer Frist zurückzukaufen, die zwischen den beiden Parteien bei Vertragsabschluss vereinbart wurde.

Die Investmentgesellschaft kann bei Pensionsgeschäften entweder als Käufer oder als Verkäufer auftreten. Eine Beteiligung an solchen Geschäften unterliegt jedoch folgenden Richtlinien:

a) Wertpapiere über ein Pensionsgeschäft dürfen nur gekauft oder verkauft werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um ein Finanzinstitut erster Ordnung handelt, das sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert hat.

b) Während der Laufzeit eines Pensionsgeschäfts dürfen die vertragsgegenständlichen Wertpapiere vor Ausübung des Rechts auf den Rückkauf dieser Wertpapiere oder vor Ablauf der Rückkauffrist nicht veräußert werden.

Es muss zusätzlich sichergestellt werden, dass der Umfang der Verpflichtungen bei Pensionsgeschäften so gestaltet ist, dass die Investmentgesellschaft für den Fonds ihren Verpflichtungen zur Rücknahme von Aktien jederzeit nachkommen kann. Die Investmentgesellschaft kann geeignete Dispositionen treffen und mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen aufnehmen, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Aktien vertrieben werden sollen.

5. Kredite- und Belastungsverbote. Der Fonds kann fortlaufend bei Kreditinstituten erster Ordnung, die auf diese Art Geschäft spezialisiert, oder bei der Depotbank Kredite aufnehmen.

a) Die zum Fondsvermögen gehörenden Vermögensgegenstände dürfen nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Lit. b) oder um Sicherheitsleistungen zur Erfüllung von Einschuss- oder Nachschussverpflichtungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.

b) Kredite zu Lasten des Fondsvermögens dürfen nur kurzfristig und bis zu einer Höhe von 10% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens aufgenommen werden. Ausgenommen hiervon ist der Erwerb von Fremdwährungen durch „Back-to-Back“-Darlehen. Zu Lasten des Fondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden,

6. Überschreiten der Anlagegrenzen auf andere Weise als durch Anlageentscheidungen. Wenn die vorstehenden bzw. fondsspezifischen prozentualen Beschränkungen aus anderen Gründen als aus Anlageentscheidungen (Marktbewegungen, Rückkäufe) überschritten werden, muss es vornehmliches Ziel der/des Fonds sein, diese Situation unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger zu beseitigen.

II. Dauer, Verschmelzung und Liquidation der Investmentgesellschaft

Art. 5. Dauer der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 6. Die Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen („OGA“). Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung mit einem anderen OGA verschmolzen werden. Der Beschluss bedarf des Anwesenheitsquorums und der Mehrheit, wie sie im Gesetz vom 10. August 1915 für Satzungsänderungen vorgesehen sind. Der Beschluss der Generalversammlung zur Verschmelzung der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

Die Aktionäre der einzubringenden Investmentgesellschaft haben während eines Monats das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum einschlägigen Nettoinventarwert pro Aktie zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage des Nettoinventarwerts pro Aktie an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des aufnehmenden OGA ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

Art. 7. Die Liquidation der Investmentgesellschaft.

1. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden. Dieser Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Bestimmungen zu fassen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, ist der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft verpflichtet, eine Generalversammlung einzuberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft zu unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft ebenfalls eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird in einem solchen Fall mit einer Mehrheit von 25% der in der Generalversammlung anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

2. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

3. Nettoliquidationserlöse, deren Auszahlung nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

III. Verschmelzung und Liquidation von Aktienklassen

Art. 8. Die Verschmelzung einer oder mehrerer Aktienklassen.

1. Verschmelzung einer Aktienklasse der Investmentgesellschaft durch Einbringung in eine andere Aktienklasse der Investmentgesellschaft oder in einen anderen Luxemburger OGA bzw. einen Teilfonds oder eine Aktienklasse eines anderen Luxemburger OGA.

Eine Aktienklasse der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft durch Einbringung in eine andere Aktienklasse der Investmentgesellschaft oder einen anderen Luxemburger OGA bzw. einen Teilfonds eines anderen Luxemburger OGA, der nach Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 aufgelegt wurde, verschmolzen werden.

Der Beschluss des Verwaltungsrates zur Verschmelzung wird jeweils in einer vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Aktien der einzubringenden Aktienklasse vertrieben werden, veröffentlicht.

Unbeschadet des vorhergehenden Absatzes sind die von der Verschmelzung betroffenen Aktionäre, die mit der Verschmelzung nicht einverstanden sind, innerhalb eines Monats nach Veröffentlichung der Mitteilung an die Aktionäre über die Verschmelzung, berechtigt, ihre Aktien kostenfrei zurückzugeben. Aktionäre, die von diesem Recht keinen Gebrauch gemacht haben, sind an den vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss über die Verschmelzung gebunden.

Darüber hinaus gilt in den Fällen, in denen eine Aktienklasse mit einem Teilfonds oder einer Anteilkasse eines fonds commun de placement verschmolzen wird, dass dieser Beschluss nur die Aktionäre verpflichten darf, die sich zugunsten der Einbringung ausgesprochen haben.

2. Verschmelzung einer Aktienklasse der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen ausländischen OGA bzw. einen Teilfonds eines anderen ausländischen OGA.

Die Einbringung einer Aktienklasse der Investmentgesellschaft in einen ausländischen OGA bzw. einen Teilfonds oder eine Aktienklasse eines anderen ausländischen OGA ist nur mit der einstimmigen Billigung aller Aktionäre der betroffenen Aktienklasse möglich, es sei denn, es werden nur die Aktionäre, die sich für die Einbringung ausgesprochen haben, übertragen.

Verschmelzungsbeschlüsse bedürfen der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde für den Finanzsektor.

Art. 9. Die Liquidation einer oder mehrerer Aktienklassen.

1. Eine Aktienklasse der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft liquidiert werden:

Der Liquidationsbeschluss des Verwaltungsrates ist im Einklang mit den Bestimmungen für die Veröffentlichung der Mitteilungen an die Aktionäre und in Form einer solchen zu veröffentlichen. Der Liquidationsbeschluss bedarf der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde.

Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien in Bezug auf die zu liquidierende Aktienklasse mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

2. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

III. Gesellschaftskapital und Aktien

Art. 10. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt der Summe der Netto-Fondsvermögen („Netto-Gesellschaftsvermögen“) gemäß Artikel 12 Nr. 4 dieser Satzung und wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft beträgt bei Gründung 31.000 Euro, eingeteilt in 310,- Aktien ohne Nennwert (Erstausgabepreis EUR 100 je Aktie).

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Luxemburger Gesetz dem Gegenwert von 1.250.000 Euro und muss innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde erreicht werden. Hierfür ist auf das Netto-Gesellschaftsvermögen abzustellen.

Art. 11. Aktien.

1. Aktien sind Aktien an dem Fonds. Sie werden durch Aktienzertifikate verbrieft. Die Aktienzertifikate werden in der durch die Investmentgesellschaft bestimmten Stückelung ausgegeben. Die Aktien am Fonds werden in der im Anhang genannten Art der Verbriefung und Stückelung ausgegeben. Namensaktien werden von der Register- und Transferstelle in das für die Investmentgesellschaft geführte Aktienregister eingetragen. In diesem Zusammenhang werden den Aktionären Bestätigungen betreffend die Eintragung in das Aktienregister an die im Aktienregister angegebene Adresse zugesandt. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht weder bei der Ausgabe von Inhaberaktien noch bei der Ausgabe von Namensaktien. Die Arten der Aktien werden für den Fonds im Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

2. Zum Zwecke der problemlosen Übertragbarkeit wird die Girosammelverwahrbarkeit der Aktien beantragt.

3. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Sitz der Investmentgesellschaft bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Register- und Transferstelle an deren Gesellschaftssitz oder an eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anschrift korrigieren.

4. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

5. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder mittels eines Namensstempels geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

6. Alle Aktien am Fonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, gemäß der nachfolgenden Ziffer dieses Artikels, innerhalb des Fonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

7. Der Verwaltungsrat kann beschließen, innerhalb des Fonds von Zeit zu Zeit zwei oder mehrere Aktienklassen vorzusehen. Die Aktienklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für den Fonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

1. Das Netto-Gesellschaftsvermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) („Referenzwährung“).

2. Der Wert einer Aktie („Nettoinventarwert pro Aktie“) lautet auf die im Anhang zum Verkaufsprospekt angegebene Währung („Fondswährung“).

3. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Investmentgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Bewertungstag berechnet. Der Verwaltungsrat kann für den Fonds eine abweichende Regelung treffen, wobei zu berücksichtigen ist, dass der Nettoinventarwert pro Aktie mindestens einmal im Monat zu berechnen ist.

4. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds („Netto-Fondsvermögen“) an jedem im Anhang angegebenen Tag („Bewertungstag“) ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des Fonds geteilt. Die

Berechnung des Nettoinventarwerts pro Aktie findet nicht am 31. Dezember eines jeden Jahres statt, sondern am vorhergehenden Bankarbeitstag in Luxemburg.

5. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Netto-Gesellschaftsvermögens gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des Fonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wird ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen amtlich notiert, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) Bei Anleihen oder vergleichbaren Finanzinstrumenten, die nicht an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, die nicht an einem anderen geregelten Markt und die nicht am Zweitmarkt (OTC) gehandelt werden, erfolgt die Bewertung:

1. anhand eines Modells, durch welches der wahrscheinliche Realisierungswert ermittelt werden soll. Dabei erfolgt die Bewertung einer nicht notierten Anleihe oder eines vergleichbaren Finanzinstruments allgemein durch die risikoadäquate Diskontierung der zu erwartenden Zahlungsströme. Die zu erwartenden Zahlungen ergeben sich dabei aus allen in den nicht notierten Anleihen vertraglich vereinbarten Zins- und Tilgungsleistungen und werden gemäß ihrem zeitlichen Anfall bei der Diskontierung erfasst. Sobald die Verwaltungsgesellschaft Kenntnis vom möglichen Ausbleiben vertraglich zugesicherter Zahlungen erlangt, wird der Zahlungsstrom und damit auch die Bewertung entsprechend angepasst. Da der zukünftige Zahlungsstrom unsicher ist, erfolgt die Diskontierung der Zahlungen mit einem risikoadäquaten Zins. Dieser Zins setzt sich zusammen aus einer „risikofreien Verzinsung“ und einem Aufschlag (Spread) für das übernommene Risiko. Der „risikofreie Zins“ wird dabei definiert als Swap-Satz, der kongruent zur Laufzeit der zu bewertenden nicht notierten Anleihe gewählt wird. Der Spread enthält verschiedene Komponenten, die aus Marktdaten und empirischen Daten abgeleitet werden. Im Einzelnen kompensiert dieser Aufschlag das Ausfallrisiko des Emittenten, eine eventuell besondere Ausgestaltung der Anleihe und die damit zu erwartenden geringeren Verwertungserlöse im Insolvenzfall des Emittenten von nicht notierten Anleihen oder vergleichbaren Finanzinstrumenten sowie die Illiquidität der nicht notierten Anleihe oder der vergleichbaren Finanzinstrumente. Der Aufschlag für das Ausfallrisiko wird basierend auf liquiden Marktindizes laufzeitkongruent bestimmt. Weiterhin kann zur Bestimmung des Ausfallrisikos das Rating von anerkannten Ratingagenturen hinzugezogen werden. Die Kompensation für geringere Verwertungserlöse sowie die Illiquidität ergibt sich auf Basis diverser empirischer Beobachtungen. Insgesamt erfolgt die Bewertung vor allem anhand empirischer Daten, wobei aber bei gewissen Annahmen auch subjektive Komponenten in die Bewertung einfließen.

oder

2. anhand von vergleichbaren Anleihen und deren vereinbarten Preisen. Gegebenenfalls werden die Kurswerte von Anleihen vergleichbarer Emittenten mit entsprechender Laufzeit und Verzinsung, erforderlichenfalls mit einem Abschlag zum Ausgleich der geringeren Veräußerbarkeit, herangezogen.

d) OTC-Derivate werden auf einer von der Investmentgesellschaft festzulegenden und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis bewertet.

e) OGAW bzw. OGA werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbaren, Bewertungsregeln festlegt.

f) Falls die jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind und falls für andere als die unter Buchstabe a) und b) genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt wurden, werden diese Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt.

g) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

h) Der Marktwert von Wertpapieren und anderen Anlagen, die auf eine andere Währung als die Fondswährung lauten, wird zum letzten Devisenmittelkurs in die Fondswährung umgerechnet. Gewinne und Verluste aus Devisentransaktionen, werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt.

Das Netto-Fondsvermögen wird um die Ausschüttungen reduziert, die gegebenenfalls an die Aktionäre des Fonds gezahlt wurden.

6. Die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie erfolgt nach den vorstehend aufgeführten Kriterien. Soweit jedoch innerhalb des Fonds Aktienklassen gebildet wurden, erfolgt die daraus resultierende Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb des Fonds nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse getrennt.

Art. 13. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

1. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen.

c) im Falle einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder aus irgendeinem Grund der Wert eines Vermögenswertes nicht schnell oder genau genug bestimmt werden kann.

2. Aktionäre, welche einen Rücknahmeauftrag bzw. Einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt.

3. Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge können im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie vom Aktionär bis zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie widerrufen werden.

Art. 14. Ausgabe von Aktien.

1. Aktien werden jeweils am Erstaussgabetag bzw. innerhalb der Erstaussgabeperiode des Fonds, zu einem bestimmten Erstaussgabepreis (zuzüglich Ausgabeaufschlag) ausgegeben, so wie für den Fonds im Anhang zum Verkaufsprospekt beschrieben. Im Anschluss an diesen Erstaussgabetag bzw. an diese Erstaussgabeperiode werden Aktien an jedem Bewertungstag zum Ausgabepreis ausgegeben. Ausgabepreis ist der Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 12 Nr. 4 der Satzung, zuzüglich eines Ausgabeaufschlages, dessen maximale Höhe für den Fonds im Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt ist. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle und den Zahlstellen eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Zeichnungsanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle („maßgebliche Stelle“). Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

Zeichnungsanträge für den Erwerb von Inhaberaktien werden von der Stelle, bei der der Antragsteller sein Depot unterhält, an die Register- und Transferstelle weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register und Transferstelle.

Vollständige Zeichnungsanträge, welche bis zu dem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt am letzten Bankarbeitstag vor einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des dem Bankarbeitstag folgenden Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Ausgabe von Aktien auf der Grundlage eines dem Antragsteller vorher unbekannten Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Sollte dennoch der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late-Trading betreibt, kann die Verwaltungsgesellschaft die Annahme des Zeichnungsantrages solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Zeichnungsantrag ausgeräumt hat. Vollständige Zeichnungsanträge, welche nach dem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt am letzten Bankarbeitstag vor einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Namensaktien zur Verfügung steht.

Sollte der Gegenwert der gezeichneten Aktien zum Zeitpunkt des Eingangs des vollständigen Zeichnungsantrages bei der maßgeblichen Stelle nicht zur Verfügung stehen oder der Zeichnungsantrag fehlerhaft oder unvollständig sein, wird der Zeichnungsantrag als mit dem Datum bei der maßgeblichen Stelle eingegangen betrachtet, an dem der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht bzw. der Zeichnungsantrag ordnungsgemäß vorliegt.

Inhaberaktien werden bei Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Investmentgesellschaft von der Depotbank übertragen, indem sie der Stelle gutgeschrieben werden, bei der der Zeichner sein Depot unterhält.

Der Ausgabepreis ist innerhalb von der im Anhang zum Verkaufsprospekt angegebenen Anzahl von Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Fondswährung bei der Depotbank in Luxemburg zahlbar.

3. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

Art. 15. Beschränkung und Einstellung der Ausgabe von Aktien.

1. Die Investmentgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen ohne Angabe von Gründen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Aktien ein-

seitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurücknehmen, wenn dies im Interesse der Aktionäre, im öffentlichen Interesse, zum Schutz der Investmentgesellschaft oder der Aktionäre erforderlich erscheint.

2. In diesem Fall wird die Register- und Transferstelle auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen ohne Zinsen unverzüglich zurückerstatten.

3. Die Ausgabe von Aktien wird insbesondere dann zeitweilig eingestellt, wenn die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt wird.

4. Des Weiteren kann der Verwaltungsrat den Besitz von Aktien durch jede Person, die in den Vereinigten Staaten von Amerika („USA“) steuerpflichtig ist einschränken oder verbieten.

Die Aktien des Fonds sind in den Vereinigten Staaten von Amerika (USA) nicht gemäß dem United States Securities Act von 1993 registriert und können daher weder in den USA noch an US-Bürger angeboten oder verkauft werden.

Als US-Bürger werden bspw. diejenigen natürlichen Personen betrachtet, die

- a) in den USA oder einem ihrer Territorien bzw. Hoheitsgebiete geboren wurden,
- b) eingebürgerte Staatsangehörige sind (bzw. Green Card Holder),
- c) im Ausland als Kind eines Staatsangehörigen der USA geboren wurden,
- d) ohne Staatsangehöriger der USA zu sein, sich überwiegend in den USA aufhalten,
- e) mit einem Staatsangehörigen der USA verheiratet sind oder
- f) in den USA steuerpflichtig sind.

Als US-Bürger werden außerdem betrachtet:

- a) Gesellschaften und Kapitalgesellschaften, die unter den Gesetzen eines der 50 US-Bundesstaaten oder des District of Columbia gegründet wurden,
- b) eine Gesellschaft oder Personengesellschaft, die unter einem „Act of Congress“ gegründet wurde,
- c) ein Pensionsfund, der als US-Trust gegründet wurde oder
- d) eine Gesellschaft, die in den USA steuerpflichtig ist.

Art. 16. Rücknahme und Umtausch von Aktien.

1. Die Aktionäre sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 12 Nr. 4 der Satzung, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages („Rücknahmepreis“) zu beantragen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag. Sollte ein Rücknahmeabschlag erhoben werden, so ist dessen maximale Höhe für den Fonds im Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

Der Rücknahmepreis kann sich in bestimmten Ländern um dort anfallende Steuern und andere Belastungen vermindern. Mit Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt die entsprechende Aktie.

2. Die Auszahlung des Rücknahmepreises sowie etwaige sonstige Zahlungen an die Aktionäre erfolgen über die Depotbank sowie über die Zahlstellen. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

Die Investmentgesellschaft kann Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse oder zum Schutz der Aktionäre, der Investmentgesellschaft erforderlich erscheint, insbesondere wenn:

- a) ein Verdachtsfall besteht, dass durch den jeweiligen Aktionär mit dem Erwerb der Aktien das „Market Timing“, das „Late Trading“ oder sonstige Markttechniken betrieben werden, die der Gesamtheit der Aktionäre schaden können,
- b) der Aktionär nicht die Bedingung für einen Erwerb der Aktien erfüllt oder
- c) die Anteile in einem Staat vertrieben oder in einem solchen Staat von einer Person (z.B. US-Bürger) erworben worden sind, in dem der Fonds zum Vertrieb oder der Erwerb von Aktien an solche Personen nicht zugelassen ist.

3. Der Umtausch sämtlicher Aktien oder eines Teils der Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse erfolgt auf der Grundlage des maßgeblichen Nettoinventarwertes pro Aktie der betreffenden Aktienklasse.

Die Investmentgesellschaft kann für den Fonds jederzeit einen Umtauschantrag zurückweisen, wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft oder im Interesse der Aktionäre geboten erscheint.

4. Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien können bei der Investmentgesellschaft, ggf. der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle und den Zahlstellen eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge an die Register- und Transferstelle („maßgebliche Stelle“) verpflichtet.

Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Inhaberaktien werden durch die Stelle, bei der der Aktionär sein Depot unterhält, an die Register- und Transferstelle weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle („maßgebliche Stelle“).

Ein Rücknahmeauftrag bzw. ein Umtauschantrag für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien ist dann vollständig, wenn er den Namen und die Anschrift des Aktionärs sowie die Anzahl bzw. den Gegenwert der zurückzugebenden oder umzutauschenden Aktien und den Namen des Fonds angibt, und wenn er von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist.

Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche bis zu dem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt am letzten Bankarbeitstag vor einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Aktie des dem Bankarbeitstag folgenden Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages, abgerechnet. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Rücknahme bzw. der Umtausch von Aktien auf der Grundlage eines dem Aktionär vorher unbekannten Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche nach einem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt am letzten Bankarbeitstag vor einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Aktie des übernächsten Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages, abgerechnet.

Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb von der im Anhang des Fonds angegebenen Anzahl von Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Fondswährung. Im Fall von Namensaktien erfolgt die Auszahlung auf ein vom Aktionär anzugebendes Konto.

Sich aus dem Umtausch von Inhaber- und Namensaktien ergebende Spitzenbeträge werden von der Register- und Transferstelle bzw. der Depotbank in bar ausgeglichen.

5. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme bzw. den Umtausch von Aktien wegen einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen.

6. Die Investmentgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank unter Wahrung der Interessen der Aktionäre berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme zum dann geltenden Rücknahmepreis. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Aktien. Die Investmentgesellschaft achtet aber darauf, dass dem Fondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme bzw. der Umtausch von Aktien auf Antrag von Aktionären unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

IV. Generalversammlung

Art. 17. Rechte der Generalversammlung. Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse eingreifen.

Art. 18. Einberufung.

1. Die jährliche Generalversammlung wird gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, der in der Einberufung festgelegt wird, am 1. Dienstag im April eines jeden Jahres um 10.00 Uhr, abgehalten. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten.

Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

2. Die Aktionäre kommen außerdem aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Fünftel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten.

3. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt; in solchen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

4. Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

5. Die oben unter 2. bis 4. aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen einer oder mehrerer Aktienklassen.

Art. 19. Beschlussfähigkeit und Abstimmung. Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

An für einzelne Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich die jeweiligen Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Aktienklassen halten.

Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden.

Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigte müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlungen in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

Die Generalversammlung entscheidet über alle im Gesetz vom 10. August 1915 sowie im Gesetz vom 17. Dezember 2010, vorgesehenen Angelegenheiten, und zwar in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten die von den vorgenannten Gesetzen vorgesehen sind. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Grundsätzlich ist jede Aktie stimmberechtigt. Das Stimmverhältnis der Aktien kann der Verwaltungsrat bestimmen und weist die entsprechende Regelung im fondsspezifischen Anhang aus.

Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt.

Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur eine oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

Art. 20. Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär.

1. Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

2. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, und die Generalversammlung ernennt unter den anwesenden und dies annehmenden Aktionären oder den Vertretern der Aktionäre einen Stimmzähler.

3. Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

4. Abschriften und Auszüge, die von der Investmentgesellschaft zu erstellen sind, werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

V. Verwaltungsrat

Art. 21. Zusammensetzung.

1. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen.

Auf der Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied gewählt werden, wenn

- a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder
- b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

2. Die Generalversammlung bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wieder gewählt werden.

3. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen. Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

4. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

Art. 22. Befugnisse. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat hat darüber hinaus die Befugnis Interimdividenden auszuschütten.

Art. 23. Interne Organisation des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Generalversammlung zu erstellen hat.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, eine Verwaltungsgesellschaft, einen Fondsmanager, Anlageberater sowie Anlageausschüsse für den Fonds zu ernennen und deren Befugnisse festzulegen.

Art. 24. Häufigkeit und Einberufung. Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens 48 (achtundvierzig) Stunden vor der Sitzung des Verwaltungsrates schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail einberufen, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied entweder bei Anwesenheit in der Sitzung keine Einwände gegen die Form der Einladung erhoben oder sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail gegeben hat, nicht erforderlich.

Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

Art. 25. Sitzungen des Verwaltungsrates. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilhaben, auch indem es schriftlich, mittels Brief oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernennt.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen. Diese Art der Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft, die ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief oder Telefax eingeholt werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren und diesen für ihre Tätigkeiten Gebühren und Provisionen zahlen, die im einzelnen in Artikel 35 beschrieben sind.

Art. 26. Protokolle. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die in ein diesbezügliches Register eingetragen und vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Art. 27. Zeichnungsbefugnis. Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

Art. 28. Unvereinbarkeitsbestimmungen. Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Investmentgesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendwelche Interessen in oder Beteiligungen an irgendeiner anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendwelcher Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

Der Begriff „persönliches Interesse“, wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf jedwede Beziehung und jedwedes Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und dem Fondsmanager, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines solchen Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar.

Art. 29. Schadloshaltung. Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

Art. 30. Verwaltungsgesellschaft. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen der Investmentgesellschaft verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise übertragen; sie kann sich ferner unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern und/oder einem Anlageausschuss, beraten lassen.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines entgeltlich Bevollmächtigten (mandataire salarié).

Sofern die Verwaltungsgesellschaft die Anlageverwaltung auf einen Dritten auslagert, so darf nur ein Unternehmen benannt werden, das für die Ausübung der Vermögensverwaltung zugelassen oder eingetragen ist und einer Aufsicht unterliegt.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern kein Fondsmanager mit der Anlagenverwaltung beauftragt wurde.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

Art. 31. Fondsmanager. Sofern die Investmentgesellschaft von Artikel 30 Absatz 1 Gebrauch gemacht und die Verwaltungsgesellschaft anschließend die Anlageverwaltung auf einen Dritten ausgelagert hat, besteht die Aufgabe eines solchen Fondsmanagers insbesondere in der täglichen Umsetzung der Anlagepolitik des Fondsvermögens, in der Führung der Tagesgeschäfte der Vermögensverwaltung sowie in anderen damit verbundenen Dienstleistungen, jeweils unter der Aufsicht, Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft. Die Erfüllung dieser Aufgaben erfolgt unter Beachtung der Grundsätze der Anlagepolitik und der Anlagebeschränkungen des Fonds, wie sie in dieser Satzung und dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang) der Investmentgesellschaft beschrieben sind, sowie der gesetzlichen Anlagebeschränkungen.

Der Fondsmanager muss über eine Zulassung zur Vermögensverwaltung verfügen und einer Aufsicht in seinem Sitzstaat unterliegen.

Der Fondsmanager ist befugt, Makler sowie Broker zur Abwicklung von Transaktionen in den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft auszuwählen. Die Anlageentscheidung und die Ordererteilung obliegen dem Fondsmanager.

Der Fondsmanager hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern, beraten zu lassen.

Es ist dem Fondsmanager gestattet, seine Aufgaben mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft ganz oder teilweise an Dritte, deren Vergütung ganz zu seinen Lasten geht, auszulagern.

Der Fondsmanager trägt alle Aufwendungen, die ihm in Verbindung mit den von ihm für die Investmentgesellschaft geleisteten Dienstleistungen entstehen. Maklerprovisionen, Transaktionsgebühren und andere im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten anfallende Geschäftskosten werden von dem Fonds getragen.

VI. Wirtschaftsprüfer

Art. 32. Wirtschaftsprüfer. Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/ sind und von der Generalversammlung ernannt wird/ werden.

Der/ die Wirtschaftsprüfer ist/ sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt und kann/ können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

VII. Allgemeines und Schlussbestimmungen

Art. 33. Verwendung der Erträge.

1. Der Verwaltungsrat kann die im Fonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre ausschütten oder diese Erträge thesaurieren. Dies findet für den Fonds im Anhang zu dem Verkaufsprospekt Erwähnung.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne, sonstige Aktiva sowie, in Ausnahmefällen, auch Kapitalanteile zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Gesellschaftsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 10 dieser Satzung sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds.

4. Ausschüttungen an Inhaber von Namensaktien erfolgen grundsätzlich durch die Reinvestition des Ausschüttungsbetrages zu Gunsten des Inhabers von Namensaktien. Sofern dies nicht gewünscht ist, kann der Inhaber von Namensaktien innerhalb von zehn Tagen nach Zugang der Mitteilung über die Ausschüttung bei der Register- und Transferstelle die Auszahlung auf das von ihm angegebene Konto beantragen. Ausschüttungen an Inhaber von Inhaberaktien erfolgen in der gleichen Weise wie die Auszahlung des Rücknahmepreises an die Inhaber von Inhaberaktien.

Sofern effektive Stücke ausgegeben wurden, erfolgt die Auszahlung der Ausschüttungen gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins bei den von der Investmentgesellschaft benannten Zahlstellen.

5. Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht auf eine ausschüttende Inhaberaktie ausgezahlt wurden, insbesondere wenn, im Zusammenhang mit effektiven Stücken, kein Ertragsschein vorgelegt wurde, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung, vom Aktionär einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und werden dem Fondsvermögen gutgeschrieben und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, der jeweiligen Aktienklasse zugerechnet. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Art. 34. Berichte. Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

1. Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

2. Zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen ungeprüften Halbjahresbericht.

3. Sofern dies für die Berechtigung zum Vertrieb in anderen Ländern erforderlich ist, können zusätzlich geprüfte und ungeprüfte Zwischenberichte erstellt werden.

Art. 35. Kosten. Der Fonds trägt die folgenden Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Sofern eine Verwaltungsgesellschaft bestellt wird, kann diese aus dem Fondsvermögen eine (fixe und/oder erfolgsabhängige) Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung im Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

2. Sofern ein Fondsmanager vertraglich verpflichtet wurde, kann dieser aus dem Fondsvermögen oder aus der Verwaltungsvergütung eine fixe und/oder erfolgsabhängige Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung im Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

3. Die Depotbank sowie die Zentralverwaltungs-, Register- und Transferstelle erhalten für die Erfüllung ihrer Aufgaben jeweils eine im Großherzogtum Luxemburg bankübliche Vergütung. Die Höhe, Berechnung und Auszahlung ist im Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt. Diese Vergütungen verstehen sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

4. Der Fonds trägt neben den vorgenannten Kosten, die folgenden Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

a) Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallen, insbesondere bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten der Investmentgesellschaft und deren Verwahrung sowie die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Investmentanteilen im Ausland;

b) alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen (z.B. Clearstream Banking S.A.) für die Vermögenswerte des Fonds in Rechnung gestellt werden, sowie alle fremden

Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapiergeschäften des Fonds in Anteile anderer OGAW oder OGA anfallen;

c) die Transaktionskosten der Ausgabe und Rücknahme von Inhaberaktien;

d) darüber hinaus werden der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle und der Register- und Transferstelle die im Zusammenhang mit dem Fondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstigen Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet. Die Depotbank erhält des Weiteren bankübliche Spesen;

e) Steuern, die auf das Vermögen der Investmentgesellschaft, deren Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds erhoben werden;

f) Kosten für die Rechtsberatung, die der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft (sofern ernannt) oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Aktionäre handelt;

g) Kosten des Wirtschaftsprüfers der Investmentgesellschaft;

h) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck und den Versand sämtlicher Dokumente für die Investmentgesellschaft, insbesondere etwaiger Anteilzertifikate sowie Ertragsschein- und Bogenerneuerungen, des Verkaufsprospektes (nebst Anhang), der Satzung, der Jahres- und Halbjahresberichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, der Vertriebsanzeigen bzw. Anträge auf Bewilligung in den Ländern in denen die Aktien der Investmentgesellschaft vertrieben werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden;

i) Die Verwaltungsgebühren, die für die Investmentgesellschaft bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der Luxemburger Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Investmentgesellschaft;

j) Kosten, im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung;

k) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen;

l) Versicherungskosten;

m) Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten ausländischer Zahl- und Vertriebsstellen, sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem Fondsvermögen anfallen;

n) Zinsen, die im Rahmen von Krediten anfallen, die gemäß Artikel 4 der Satzung aufgenommen werden;

o) etwaige Honorare und Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses;

p) etwaige Honorare und Auslagen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft;

q) Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstausgabe von Aktien;

r) Weitere Kosten der Verwaltung einschließlich Kosten für Interessenverbände;

s) Kosten für Performance-Attribution;

t) Kosten für die Bonitätsbeurteilung der Investmentgesellschaft durch national und international anerkannte Rating Agenturen;

u) angemessene Kosten für das Risikocontrolling.

Sämtliche Kosten werden zunächst den ordentlichen Erträgen und den Kapitalgewinnen und zuletzt dem Fondsvermögen angerechnet.

Die Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstausgabe von Aktien werden zu Lasten des Vermögens über die ersten fünf Geschäftsjahre abgeschrieben.

Sämtliche vorbezeichnete Kosten, Gebühren und Ausgaben verstehen sich zuzüglich einer gegebenenfalls anfallenden Mehrwertsteuer.

Art. 36. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember des Jahres.

Art. 37. Depotbank.

1. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang).

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

Art. 38. Satzungsänderung. Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz vom 10. August 1915 vorgesehenen Vorschriften über Satzungsänderungen eingehalten werden.

Art. 39. Allgemeines. Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verwiesen.

Zweiter Beschluss:

Die Generalversammlung beschliesst die Verlegung des Gesellschaftssitzes der SICAV von 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, zum Sitz der neuen Verwaltungsgesellschaft 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

Dritter Beschluss:

Die Generalversammlung nimmt den Rücktritt Verwaltungsratsmitglieder Markus Gierke, Udo Stadler und Bernd Schlichter zum 31. Dezember 2012 an und erteilt diesen Verwaltungsratsmitgliedern Entlastung für die Ausübung ihres Amtes.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst zu neuen Mitgliedern des Verwaltungsrates zu ernennen mit Wirkung zum 1. Januar 2013 und bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung:

- Frau Dörthe Hirschmann, geboren in Braunschweig, am 29. Dezember 1974, L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison,
- Ritter und Edler Johann Clemens Wolf Eckart von Berger, geboren in Hamburg, am 18. Mai 1969, L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison,

Der Verwaltungsrat setzt sich somit ab 1. Januar 2013 wie folgt zusammen:

- Frau Dörthe Hirschmann, geboren in Braunschweig, am 29. Dezember 1974, L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison,
- Herr Thomas Bernard, geboren in Trier, am 19. Februar 1975, L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison,
- Dr. Georg Oehm, geboren in Meppen, am 24. August 1965, L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison, Vorsitzender des Verwaltungsrates.
- Ritter und Edler Johann Clemens Wolf Eckart von Berger, geboren in Hamburg, am 18. Mai 1969, L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison,

Worüber Urkunde aufgenommen zu Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Sammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: V. AUGSDOERFER, G. WENZ, U. BERG und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 janvier 2013. Relation: LAC/2013/255. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 16. Januar 2013.

Référence de publication: 2013011035/914.

(130012203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

FDV II Venture, Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 101.480.

In the year two thousand and twelve, on the ninth day of November.

before us Me Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of FDV II Venture, a société anonyme governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on 28 June 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 873 of 27 August 2004 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-101.480 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of Maître Marc LECUIT, notary residing in Mersch, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 8 November 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2854 on 23 November 2011.

The meeting was declared open at 9.30 a.m. and was presided by Mr Benoit TASSIGNY, lawyer, residing in B-Nothomb (the "Meeting").

The chairman appointed Mr Mustafa NEZAR, lawyer, residing in F-Russange, as secretary of the Meeting.

Mr Christophe Daum, employee, residing professionally in Luxembourg is elected as scrutineer by the Meeting.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

I. The Meeting has been convened at this date and time by convening notice sent to each shareholder on 31st October 2012:

A copy of such convening notices has been given to the bureau of the Meeting

II. That the agenda of the Meeting was the following:

Agenda

- 1 Acknowledgement of the expiration of the term of the Company;
- 2 As a consequence of item 1 acknowledgment of the automatic liquidation of the Company;
- 3 Acknowledgement of the resignation of Mr Frédéric Heitz, Mr Laurent Vouin, Mr Laurent Lavergne, Mr Pierre Vaquier, as liquidator of the Company vis-à-vis third parties;
- 4 Appointment of Mr Jean-Louis Camuzat as liquidator of the Company;
- 5 Determination of the powers of the liquidators;
- 6 To continue the mandate of Mazars Luxembourg S.A. as auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company;
- 7 Miscellaneous.

III. The names of the shareholders and the number of shares held by each of them are indicated in an attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented and by the members of the board of the Meeting; such attendance list and proxies will remain attached to the original of these minutes to be registered with this deed.

IV. It appears from the said attendance list that out of the issued share capital of the Company all 226.664 class A shares are represented and that out of the 3.318.531 issued class B shares 2,067,829 class B shares are represented at the Meeting. The Meeting is so validly constituted and may validly resolve on its agenda known to all the shareholders present or represented, all the shareholders of the Company being represented at the Meeting.

V. The Meeting then, after having duly acknowledged the statements made by the Chairman adopted the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolved to acknowledge the expiration of the term of the Company i.e. 27 June 2012.

Second resolution

As a consequence of the first resolution the Meeting resolved to acknowledge that:

- the Company has been automatically put into liquidation since the expiration of its term ("the Company's Liquidation");
- according to articles 142 and 143 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended ("the Law"), the directors of the Company in place as of the date of the term of the Company were deemed liquidators of the Company vis-à-vis third parties and shall form a committee which shall deliberate in accordance with article 64 of the Law i.e.:
 - Mr Laurent Vouin;
 - Mr Laurent Lavergne;
 - Mr Frédéric Heitz;
 - Mr Pierre Vaquier;
 - Mr Laurent Jacquemin;

Third resolution

The Meeting acknowledged the resignation of Mr Frédéric Heitz, Mr Laurent Vouin, Mr Laurent Lavergne and Mr Pierre Vaquier with immediate effect as liquidator of the Company vis-à-vis third parties;

Fourth resolution

The Meeting resolved to appoint Mr Jean-Louis Camuzat, born on 01 September 1963 in Fontenay-Aux Roses (France) with professional address at 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg as liquidator of the Company;

As a consequence the liquidators of the Company are:

- Mr Laurent Jacquemin;
 - Mr Jean-Louis Camuzat
- (the "Liquidators").

Fifth resolution

The Meeting resolved to give to the Liquidators the following powers:

The Liquidators shall be fully empowered to represent the Company during the liquidation proceedings, to dispose of all assets, to discharge the liabilities and to distribute, partially or entirely, the net assets of the Company to the shareholders in kind or in cash at any time during the liquidation proceedings;

They can accomplish any act provided for in article 145 of the Law without having the prior approval of the shareholders of the Company;

They can withdraw, with or without payment, all intangible, privileged, secured or mortgaged rights, actions in termination, transcription, seizure, oppositions or other impediments;

The Liquidators shall draw up the financial accounts relating to the Company's liquidation as well as the annual accounts of the financial year closed as at 30 September 2012, including the inventory, the balance sheet and the profit and loss accounts;

They can freely delegate, under their own responsibility, for specified and determined tasks and for a limited period, to one or more representatives, part of their powers.

Sixth resolution

The Meeting resolved to continue the mandate of Mazars Luxembourg SA with registered office at 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 159.962 as auditor (réviseur d'entreprise agréé) until the annual general meeting of the Company to be held in 2013.

There being no further business, the meeting is closed at 9.45 a.m.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand euro (EUR 2,000).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergence between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le neuf novembre,

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de FDV II Venture, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 28 juin 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 873 du 27 août 2004 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B-101.480 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois par un acte de Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en qualité de remplaçant de Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2854, en date du 23 novembre 2011.

L'assemblée est déclarée ouverte à 9.30 heures sous la présidence de Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant à B-Nothomb ("l'Assemblée").

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant à F-Russange.

L'Assemblée élit aux fonctions de scrutateur Monsieur Christophe DAUM, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

I. L'Assemblée a été convoquée par lettre de convocation envoyée à chaque actionnaire le 31 octobre 2012.

Une copie de ces lettres de convocation a été déposée auprès du bureau de l'Assemblée.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1 Approbation de l'expiration du terme de la Société;

2 En conséquence du point 1, approbation de la liquidation automatique de la Société;

3 Prise de connaissance de la révocation de M. Frédéric Heitz, M. Laurent Vouin, M. Laurent Lavergne et M. Pierre Vaquier en tant que liquidateur de la Société vis-à-vis des tiers;

4 Nomination de M. Jean-Louis Camuzat en tant que liquidateur de la Société;

5 Détermination des pouvoirs des liquidateurs;

6 Reconduction du mandat de Mazars Luxembourg S.A. en tant qu'auditeur (réviseur d'entreprises agréé) de la Société;

7 Divers.

III. Les noms des actionnaires et le nombre des actions détenues par chacun d'entre eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés et par les membres du bureau. Cette liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées à l'original du présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

IV. Il résulte de cette liste de présence que sur l'intégralité du capital social émis, toutes les 226.664 actions de classe A sont représentées et que sur les 3.318.531 actions de classe B émises 2,067,829 actions de classe B sont représentées à l'Assemblée. L'Assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour connu de tous les actionnaires présents ou représentés, tous les actionnaires de la Société étant représentés à l'Assemblée.

V. L'Assemblée, après avoir dûment pris connaissance des déclarations faites par le Président, a ensuite adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de prendre connaissance de l'expiration du terme de la Société arrivée en date du 27 juin 2012.

Deuxième résolution

L'assemblée décide en conséquence d'approuver:

- Que la Société a été mise en liquidation automatiquement à l'expiration de son terme ("la liquidation de la Société")
- Qu'en accord avec les articles 142 et 142 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ("la Loi"), elle reconnaît que les directeurs de la Société en place lors de l'expiration du terme de la Société sont considérés comme liquidateurs de la Société vis-à-vis des tiers et forment un conseil délibérant conformément à l'article 64 de la loi composé de:

- Monsieur Laurent Vouin;
- Monsieur Laurent Lavergne;
- Monsieur Frédéric Heitz;
- Monsieur Pierre Vaquier;
- Monsieur Laurent Jacquemin;

Troisième résolution

L'assemblée décide de la révocation de Monsieur Frédéric Heitz, Monsieur Laurent Vouin, Monsieur Laurent Lavergne et Monsieur Pierre Vaquier en tant que liquidateur de la Société vis-à-vis des tiers avec effet immédiat;

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer Monsieur Jean-Louis Camuzat, né le 1^{er} septembre 1963 à Fontenay-aux-roses (France) de résidence professionnelle au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg en tant que liquidateur de la Société.

En conséquence, les liquidateurs de la Société sont:

- Monsieur Laurent Jacquemin;
 - Monsieur Jean-Louis Camuzat
- ("les liquidateurs")

Cinquième résolution

L'assemblée décide de donner les pouvoirs suivants aux liquidateurs:

Les liquidateurs disposeront des pleins pouvoirs pour représenter la Société durant le processus de liquidation, de liquider les actifs, de décharger des responsabilités et de distribuer, partiellement ou intégralement, les actifs nets de la Société aux actionnaires en nature ou en valeur n'importe quand durant le processus de liquidation;

Ils pourront accomplir tout acte mentionné dans l'article 145 de la loi sans approbation préalable des actionnaires de la société;

Ils pourront retirer, avec ou sans paiement, tous droits intangibles, privilégiés, sécurisés et gagés, toute action en voie de finalisation, de transcription, de saisie, d'opposition et autres obstacles;

Les liquidateurs pourront établir les états financiers en relation avec la liquidation de la société ainsi que les comptes annuels de l'exercice financier clôturé à la date du 30 septembre 2012, y compris l'inventaire, la balance et les comptes de pertes et profits.

Ils peuvent librement déléguer, sous leur seule responsabilité, pour des actes déterminés et spécifiques et pour une durée limitée, une part de leurs pouvoirs, à un ou plusieurs mandataires.

Sixième résolution

L'assemblée décide de poursuivre le mandat de Mazars Luxembourg S.A. ayant son siège social au 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg et immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 159.962 en tant qu'auditeur (réviseur d'entreprises agréé) jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2013.

Plus rien n'étant prévu à l'ordre du jour, la séance est clôturée à 9.45 heures.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à deux mille euros (EUR 2.000).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, à la date en tête du présent acte.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuels, état et résidence, qui ont signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: B. Tassigny, M. Nezar, C. Daum, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 13 novembre 2012. Relation: LAC/2012/53448. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé) I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2012.

Référence de publication: 2012167784/201.

(120220755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2012.

Gim Capital International S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 173.626.

—
STATUTS

L'an deux mille douze, le onze décembre,

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

GIM CAPITAL S.A. de C.V., société de droit mexicain, établie et ayant son domicile à Avenida Prolongación Paseo de la Reforma 1236, Santa Fé Cuajimalpa, M- 05348 Mexico.

ici représentée par Mme Beatriz Garcia, avocat, demeurant au Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant sera annexée au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée

Laquelle comparante, représentée comme il est dit, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer (la «Société»).

STATUTS

Titre I^{er} - Dénomination, Siège, Objet, Durée

1. Forme, Dénomination.

1.1 La Société est une société anonyme luxembourgeoise régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg (et en particulier, la loi telle qu'elle a été modifiée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi de 1915»)) et par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société adopte la dénomination «GIM CAPITAL INTERNATIONAL S.A.». ~

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré vers tout autre commune à l'intérieur du Grand Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

2.3 Le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.4 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

3. Objet. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment qui sont directement ou indirectement en relation avec la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés dont l'objet consiste en toutes activités, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et le développement, permanent ou temporaire, l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet,

La Société peut prendre des participations de toutes façons dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou en relation, ou qui peuvent favoriser le développement ou l'extension de ses activités. En général, la Société peut prendre toutes mesures et mener à bien toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui lui sembleront utiles au développement et à l'extension de ses activités

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II - Capital

5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à cinquante mille Euro (50.000 €), divisé en cinq cents (500) actions nominatives d'une valeur nominale de cent Euro (100 €) chacune, lesquelles sont entièrement libérées (à raison de 100 %).

6. Nature des actions - Droit de préemption. Les actions sont, en principe, nominatives ou au porteur à la demande des actionnaires et dans le respect des conditions légales.

L'actionnaire qui veut céder tout ou partie de ses actions doit en informer le conseil d'administration par lettre recommandée en indiquant le nombre et les numéros d'actions dont la cession est demandée, les noms, prénoms, profession et domicile des cessionnaires proposés.

Dans les 8 (huit) jours de la réception de cette lettre, le conseil d'administration transmet la demande aux autres actionnaires par lettre recommandée.

Les autres actionnaires auront alors un droit de préemption pour le rachat des actions dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun des actionnaires. Le non-exercice, total ou partiel, par un actionnaire de son droit de préemption accroît celui des autres. En aucun cas les actions ne sont fractionnées; si le nombre des actions à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des actions pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les actions en excédent sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort et sous la responsabilité du conseil d'administration.

L'actionnaire qui entend exercer son droit de préemption doit en informer le conseil d'administration par lettre recommandée endéans les 15 (quinze) jours de la réception de la lettre l'avisant de la demande de cession, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption. Pour l'exercice des droits procédant de l'accroissement des droits de préemption des actionnaires suivant les dispositions de la phrase trois du paragraphe cinq de cet article, les actionnaires jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de 15 (quinze) jours indiqué dans la première phrase de ce paragraphe.

Les actionnaires exerçant leur droit de préemption pourront acquérir les actions à un prix de rachat qui est fixé chaque année par l'assemblée générale après adoption du bilan; ce point doit être porté à l'ordre du jour. En aucun cas le prix de rachat ne pourra être inférieur au plus bas de la valeur nominale de l'action ou l'actif net par action. Le prix ainsi fixé est valable jusqu'à l'assemblée générale suivante et ne peut être modifié entretemps que par décision de l'assemblée générale prise aux conditions de présence et de majorité requises pour les modifications des statuts.

Le droit de préemption pourra porter sur tout ou partie seulement des actions faisant l'objet de la demande de cession.

Le prix est payable au plus tard dans l'année à compter de la demande de cession. Le dividende de l'exercice en cours et les bénéfices antérieurs sont répartis prorata temporis entre le cédant et le cessionnaire à compter de la même date.

7. Versements. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le conseil d'administration déterminera de temps à autres. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

8. Modification du capital.

8.1 Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

8.2 La Société peut procéder au rachat de ses propres actions aux conditions prévues par la loi.

Titre III - Administrateurs, Conseil d'administration, Commissaire aux comptes

9. Conseil d'administration.

9.1 En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

9.2 Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration consistant soit en un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire ou par au moins trois Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi de 1915.

9.3 Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

9.4 En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

10. Réunions du conseil d'administration.

10.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

10.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

10.4 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

10.5 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

10.6 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

10.7 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

10.8 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque, tel que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

10.9 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

11. Pouvoirs généraux du conseil d'administration.

11.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

11.2 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique de la Société est habilité à créer un ou plusieurs compartiments, correspondant aux actifs de la Société financés avec les produits d'une émission spécifique de titres par la Société et correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société et le Conseil d'Administration est autorisé à transmettre, céder et disposer des actifs de la Société conformément à la Loi Titrisation.

12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou

plusieurs membres du Conseil d'Administration, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil déterminera.

12.2 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

13. Représentation de la société. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par deux Administrateurs ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

14. Surveillance de la société.

14.1 La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires nommés par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique.

Titre V - Assemblée générale des actionnaires

15. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

15.1 S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

15.2 En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

15.3 Toute assemblée générale sera convoquée par voie de lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire nominatif au moins quinze jours avant l'assemblée. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication.

15.4 Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

15.5 Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

15.6 Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

15.7 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

15.8 Cependant, la nationalité de la Société peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

16. Lieu et Date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le dernier mardi du mois de mai, à 15 h 00 heures, et pour la première fois en 2014.

17. Autres assemblées générales. Tout Administrateur peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

18. Votes. Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires, par une autre personne désignée par écrit.

Titre VI - Année sociale, Répartition des bénéfices

19. Année sociale.

19.1 L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année, sauf pour la première année sociale qui commence au jour de la constitution de la Société et qui se termine au 31 décembre 2013.

19.2 Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, aux réviseurs d'entreprises qui commenteront ces documents dans leur rapport.

20. Répartition des bénéfices.

20.1 Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

20.2 Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

20.3 Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VII - Dissolution, Liquidation

21. Dissolution, Liquidation.

21.1 La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

21.2 Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

21.3 A défaut de nomination de liquidateurs par l'assemblée générale des actionnaires, les Administrateurs ou l'Administrateur Unique seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

Titre VIII - Loi applicable

22. Loi applicable. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant préqualifié tel que représenté déclare souscrire les cinq cents (500) actions comme suit:

GIM CAPITAL S.A. de C.V.	500 actions
Total: cinq cents actions	500 actions

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de cinquante mille Euro (50.000 €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à mille cinq cent Euro.

Première assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, l'actionnaire unique, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqué, a pris les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

2. Est appelée aux fonctions d'Administrateur pour une période maximale de six (6) ans, chacun pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de l'année 2017:

La société PATRIMONIUM CONSULTANTS Sàrl, RCS B125844, ayant son siège social au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

3. Est nommé commissaire aux comptes la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie S.à.r.l., demeurant au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg pour la même durée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes,

Et après lecture, le mandataire du comparant prémentionné, connu par le notaire par ses nom, prénom, état civil et résidence, a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signe: B. GARCIA, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C le 12 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59451. Reçu Soixante-Quinze Euros (75,- €).

Le Releveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Référence de publication: 2012167845/249.

(120221246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2012.

**K Agamemnon S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle,
(anc. Bellisle S.à r.l.).**

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 160.311.

Rectificatif du dépôt numéro L120220325, déposé le 20/12/12

In the year two thousand and twelve, on the tenth of December.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Resolution III Holdings S.à r.l., having its registered office in L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, and registered with the Luxembourg Commercial Register under the number B 130.916,

Here represented by Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that it is the sole actual partner of Bellisle S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, incorporated by a deed of the undersigned notary, on April 14, 2011, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 1380 of June 24, 2011.

- that the sole partner has taken the following sole resolution:

Sole resolution

The sole partner resolves to amend the company's name into K Agamemnon S.à r.l. and decides the subsequent amendment of article 4 of the articles of association, which will henceforth have the following wording:

"The Company will assume the name of K Agamemnon S.à r.l."

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, she signed together with the notary the present original deed.

Follows the french version:

L'an deux mil douze, le dix décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Resolution III Holdings S.à r.l., ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 130.916,

Ici représentée par Annick Braquet, avec adresse professionnelle à L- 1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est le seul et unique associé actuel de Bellisle S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 14 avril 2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1380 du 24 juin 2011,

- Qu'elle a pris l'unique résolution suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de modifier la dénomination sociale en K Agamemnon S.à r.l. et décide de modifier en conséquence l'article 4 des statuts comme suit:

«La Société prend la dénomination de "K AGAMEMNON S.à.r.l."»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59353. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Référence de publication: 2012167954/67.

(120221111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2012.

Halliburton Luxembourg Minority S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.507.846,00.

Siège social: L-5244 Sandweiler, 2B, Ennert dem Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 167.159.

In the year two thousand and twelve, on the twelfth day of December.

Before US Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Halliburton Luxembourg Intermediate S.à r.l., a private limited liability company having its registered office at Navas Business Center, 2B Ennert dem Bierg, L-5244 Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 167.154 ("HLI"),

here represented by Ms. Peggy Simon, private employee, with professional address at 9 Rabatt, L-6402 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on December 12th, 2012.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the entity appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing entity, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing entity is the sole shareholder of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") established in Luxembourg under the name of "Halliburton Luxembourg Minority S.à r.l.", registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 167.159, having its registered office at Navas Business Center, 2B Ennert dem Bierg, L-5244 Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Beck, notary public residing in Echternach, dated February 27th, 2012, published in the Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations number 976, on April 16th, 2012 (the "Company").

II. The Company's share capital is set at two million, five hundred and seven thousand, eight hundred and forty-five U.S. Dollars (USD 2,507,845.-) represented by two million, five hundred and seven thousand, eight hundred and forty-five (2,507,845) shares, with a nominal value of one U.S. Dollar (USD 1.-) each.

III. The appearing entity, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to increase the share capital of the Company by one U.S. Dollar (USD 1.-) in order to raise it from its present amount of two million, five hundred and seven thousand, eight hundred and forty-five U.S. Dollars (USD 2,507,845.-) to two million, five hundred and seven thousand, eight hundred and forty-six U.S. Dollars (USD 2,507,846.-) by the creation and issue of one (1) new share.

Subscription - Payment

Thereupon, HLI, prenamed, through its proxyholder, declared to subscribe to the new share and to have it fully paid up in the amount of one U.S. Dollar (USD 1.-), along with the payment of a share premium in the amount of seven million, nine hundred and seventy-six thousand, sixty-two U.S. Dollars (USD 7,976,062.-), by a contribution in kind consisting of that certain, unquestionable and undisputed receivable owed by Halliburton Worldwide GmbH, a company governed by the laws of Switzerland, having its registered address at Baarerstrasse 14, 6300 Zug, Switzerland ("HWG"), to HLI for an aggregate amount of seven million, nine hundred and seventy-six thousand, sixty-three U.S. Dollars (USD 7,976,063.-) (the "Contribution in Kind").

Proof of the Contribution in Kind's existence and value has been given to the undersigned notary by an ad hoc declaration signed by HLI, dated December 12th, 2012, and an ad hoc declaration signed by HWG, dated December 12th, 2012.

Effective implementation of the contribution in kind

HLI, prenamed, declared that:

- it is the sole full owner of the Contribution in Kind and possesses the power to dispose of it, it being legally and conventionally freely transferable at the time the Contribution in Kind is being made; and
- all further formalities are in course in the country of location of the Contribution in Kind in order to duly carry out and formalize the transfer and to render it effective anywhere and toward any third parties.

Second resolution

As a consequence of the capital increase, the sole shareholder resolved to amend and fully restate article 6 of the Company's articles of association as follows:

" **Art. 6. Subscribed Capital.** The share capital is set at two million, five hundred and seven thousand, eight hundred and forty-six U.S. Dollars (USD 2,507,846.-) represented by two million, five hundred and seven thousand, eight hundred and forty-six (2,507,846) shares with a nominal value of one U.S. Dollar (USD 1.-) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve".

Third resolution

The sole shareholder resolved to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowered and authorized any Manager of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever will be borne by the Company.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing entity, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing entity and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the entity appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le douze décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Halliburton Luxembourg Intermediate S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au Navas Business Center, 2B Ennert dem Bierg, L-5244 Sandweiler, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.154 («HLI»),

ici représentée par Mme Peggy Simon, employée privée, avec adresse professionnelle au 9 Rabatt, L-6402 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 12 décembre 2012.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associée unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de Halliburton Luxembourg Minority S.à r.l., enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.159, ayant son siège social au Navas Business Center, 2B Ennert dem Bierg, L-5244 Sandweiler, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach en date du 27 février 2012, publié au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations numéro 976, le 16 avril 2012 (la «Société»).

II. Le capital social de la Société est fixé à deux millions, cinq cent sept mille, huit cent quarante-cinq dollars U.S. (USD 2.507.845,-) divisé en deux millions, cinq cent sept mille, huit cent quarante-cinq (2.507.845) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) chacune.

III. La comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique a décidé d'augmenter le capital social à concurrence d'un dollar U.S. (USD 1,-) pour le porter de son montant actuel de deux millions, cinq cent sept mille, huit cent quarante-cinq dollars U.S. (USD 2.507.845,-) à deux millions, cinq cent sept mille, huit cent quarante-six dollars U.S. (USD 2.507.846,-) par la création et l'émission d'une (1) nouvelle part sociale.

Souscription - Paiement

Sur ce, HLI, prénommée, par son mandataire, a déclaré souscrire à la nouvelle part sociale et la libérer intégralement pour un montant d'un dollar U.S. (USD 1,-), avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de sept millions, neuf cent soixante-seize mille, soixante-deux dollars U.S. (USD 7.976.062,-), par un apport en nature consistant en une créance certaine, incontestée et incontestable due par Halliburton Worldwide GmbH, une société régie par les lois Suisses, ayant son siège social à Baarerstrasse 14, 6300 Zug, Suisse ("HWG"), à HLI d'un montant total de sept millions, neuf cent soixante-seize mille, soixante-trois dollars U.S. (USD 7.976.063,-) (l'«Apport en Nature»).

Preuve de l'existence et de la valeur de l'Apport en Nature a été donnée au notaire soussigné par la production d'une déclaration ad hoc signée par HLI, en date du 12 décembre 2012, et par une déclaration ad hoc signée par HWG, en date du 12 décembre 2012.

Réalisation effective de l'apport en nature

HLI, prénommée, a déclaré que:

- elle est l'unique propriétaire de l'Apport en Nature contribué et possède les pouvoirs d'en disposer, celui-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissible lors de son apport; et
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans le pays du lieu de l'Apport en Nature, aux fins d'effectuer la cession et de la rendre effective partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Deuxième résolution

En conséquence de l'augmentation de capital de la Société, l'associée unique a décidé de modifier et reformuler l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

Art. 6. Capital souscrit. «Le capital social est fixé à deux millions, cinq cent sept mille, huit cent quarante-six dollars U.S. (USD 2.507.846,-) représenté par deux millions, cinq cent sept mille, huit cent quarante-six (2.507.846) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale».

Troisième résolution

L'associée unique a décidé de modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications qui précèdent, et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des parts sociales de la Société.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit à raison des présentes seront mis à la charge de la Société. Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Echternach, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK

Enregistré à Echternach, le 14 décembre 2012. Relation: ECH/2012/2189. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 19 décembre 2012.

Référence de publication: 2012167862/149.

(120221935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2012.

LBREP II Master & PP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 138.904.

In the year two thousand and twelve, on the tenth day of December.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg. Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "LBREP II Master&PP S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), incorporated under Luxembourg law, with registered office at 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B, under number 138.904, incorporated by deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, of May 8, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1508 of June 19, 2008, and which articles of association have been lastly amended by deed of the undersigned Notary dated September 19, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 340 of February 16, 2009 (the "Company")

The meeting is composed by the sole Shareholder, M&P Canada Holdings LP, a limited partnership organized under the laws of Province of Ontario, Canada, with registered office at c/o Aird & Berlis LLP, 1800-181 Bay Street, Toronto, ON M5J 2T9; (the "Sole Shareholder")

Here represented by Flora Gibert, Notary's employee, with professional address at L-1450 Luxembourg, 15 Côte d'Eich, by virtue of a proxy established on 26 November 2012.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The sole Shareholder exercises the powers devolved to the meeting of members by the dispositions of section XII of the law of August 10th, 1915 on "sociétés à responsabilité limitée" and requests the notary to act what follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 987,500.- (nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euros) in order to raise it from its present amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euros) to EUR 1,000,000.- (one million Euros) by the creation and issue of 790,000 (seven hundred ninety thousand) new shares, all with a nominal value of one Euro twenty-five Euro cents (EUR 1.25) each (the "Share Capital Increase").

The Share Capital Increase is completed by conversion of a receivable held by the Shareholder against the Company in the total amount of EUR 987,500.- (nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euros), corresponding to the aggregate amount of all the 790,000 (seven hundred ninety thousand) new shares to be issued by the Company to the Shareholder.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder declares to subscribe to the 790,000 (seven hundred ninety thousand) new shares and to pay them by conversion of a receivable, which is incontestable, payable and due, he holds against the Company for the total amount of EUR 987,500.- (nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euros).

The existence and the value of the said receivable have been certified to the undersigned notary by a certificate of valuation signed by the managers of the Company, and by a certificate of valuation signed by the subscriber.

Such certificates, after signature ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities

Second resolution

Further to the Share Capital Increase, the Sole Shareholder resolves to approve the amendment of article 7.1 of the Company's articles of association, which shall now read as follows:

" 7.1. The subscribed share capital of the Company is set at EUR 1,000,000.- (one million Euros) represented by eight hundred thousand (800,000) shares, all with a nominal value of one Euro twenty-five Euro cents (EUR 1.25) each, all fully subscribed and paid in.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholders' meeting are estimated at approximately two thousand five hundred Euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarized deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the persons appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le dix décembre.

Par-devant Nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg. S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de " LBREP II Master&PP S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.904, constituée suivant acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, reçu en date du 8 mai 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1508 du 19 juin 2008, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte du Notaire soussigné, reçu en date du 19 septembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 340 du 16 février 2009 (la "Société").

L'assemblée est composée de l'associé unique, M&P Canada Holdings LP, une limited partnership constituée selon les lois de la Province d'Ontario, Canada, ayant son siège social chez Aird & Berlis LLP, 1800-181 Bay Street, Toronto, ON M5J 2T9, Canada;

Ici représentée par Flora Gibert, clerc de notaire ayant son adresse professionnelle à L-1450 Luxembourg 15 Côte d'Eich, en vertu d'une procuration donnée le 26 octobre 2012.

Laquelle procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée et a requis le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de EUR 987.500 (neuf cent quatre-vingt sept mille cinq cents Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 12.500 (douze mille cinq cents Euros) à EUR 1.000.000 (un million d'Euros) par la création et l'émission de 790.000 (sept cent quatre-vingt-dix mille) nouvelles parts sociales au profit de l'Associé, ayant toutes une valeur nominale de un Euro vingt-cinq centimes (EUR 1,25) chacune (l'«Augmentation de Capital»).

L'Augmentation de Capital est effectuée par la conversion d'une créance détenue par l'Associé sur la Société d'un montant total de EUR 987.500 (neuf cent quatre-vingt sept mille cinq cents Euros), correspondant au montant total des 790.000 (sept cent quatre-vingt-dix mille) parts sociales qui seront émises par la Société à l'Associé.

Souscription - Paiement

L'associé unique déclare souscrire aux 790.000 (sept cent quatre-vingt-dix mille) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement par la conversion d'une créance certaine liquide et exigible qu'il détient sur la Société, d'un montant total de EUR 987.500 (neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents Euros).

L'existence et la valeur de la dite créance a été certifiée au notaire instrumentant par un certificat d'évaluation signé par les gérants de la Société, ainsi que par un certificat d'évaluation signé par le souscripteur.

Ces certificats, après signature «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être formalisés avec lui.

Deuxième résolution

Pour faire suite à l'Augmentation de Capital, L'associé unique décide d'approuver la modification de l'article 7 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

« 7.1. Le capital social souscrit de la Société est fixé à un million d'Euros (EUR 1.000.000,-) divisé en huit cent milles (800.000) parts sociales, toutes d'une valeur nominale d'un Euro vingt-cinq centimes (EUR 1,25) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille cinq cents Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par ses nom et prénom, état et demeure, il a signé ensemble avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59438. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2012168005/118.

(120221193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2012.

LuxGateway S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 108-110, rue de Muhlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 117.507.

L'an deux mille douze, le dix-sept octobre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "LuxGateway S.A.", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-8151 Bridel, 11A, rue de Schoenfels, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 117507, constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 29 juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1667 du 4 septembre 2006. Les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant, en date du 11 février 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 755 du 12 avril 2010 et en date du 11 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2082 du 22 août 2012.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Antoine SANTONI, dirigeant de sociétés, demeurant à Bridel, 11A, rue de Schoenfels.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Monique BRUNETTI-GUILLEN, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social vers L-2168 Luxembourg, 108-110, rue de Muhlenbach, et modification afférente de la première phrase de l'article 2 des statuts;

2. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social vers L-2168 Luxembourg, 108-110, rue de Muhlenbach, et de modifier subséquemment la première phrase de l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

“ Art. 2. (première phrase). Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).”

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de huit cent cinquante euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Antoine SANTONI. Monique BRUNETTI-GUILLEN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 octobre 2012. Relation GRE/2012/3927. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 21 novembre 2012.

Référence de publication: 2012167997/56.

(120221296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2012.

LM Investment Partner, Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 29, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 166.215.

L'an deux mille douze, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'EST REUNIE:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois «LM Investment Partner», établie et ayant son siège social à L-7535 Mersch, 29, rue de la Gare, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 166215, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 28 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 27 février 2012, numéro 508.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Khadigea KLINGELE, juriste, demeurant professionnellement à L-7525 Mersch, 21, rue Colmar-Berg,

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Joé Norbert WOLLMERING, expert-comptable, né le 6 juin 1964 à Ettelbruck, résidant professionnellement à L-7535 Mersch, 29, rue de la Gare.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;

2. Refonte intégrale de l'article 4 des statuts ayant trait à l'objet social qui sera désormais lu comme suit:

«La société a pour objet l'exécution de toutes activités se rattachant directement à la profession de conseil économique, fiscal et social, ainsi que les conseils en matières de création, fusion, scission et de liquidation de sociétés.

Elle a également pour objet l'exécution de toutes activités se rattachant directement à la profession d'expert-comptable, ainsi que l'exécution de tous mandats de gestion et d'organisation administrative y compris la domiciliation de sociétés.

La société a aussi pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en

valeur ces affaires et brevets, accorder aux actionnaires et aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra également accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobilières ou mobilières.

Elle pourra encore emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution au profit d'actionnaires, d'entreprises liées ou de tiers liés.

La société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger».

3. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentaire.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la société représentés à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Seconde résolution

L'assemblée décide de refondre intégralement l'article 4 des statuts, relatif à l'objet social, qui prendra à compter de ce jour la teneur suivante:

«La société a pour objet l'exécution de toutes activités se rattachant directement à la profession de conseil économique, fiscal et social, ainsi que les conseils en matières de création, fusion, scission et de liquidation de sociétés.

Elle a également pour objet l'exécution de toutes activités se rattachant directement à la profession d'expert-comptable, ainsi que l'exécution de tous mandats de gestion et d'organisation administrative y compris la domiciliation de sociétés.

La société a aussi pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux actionnaires et aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra également accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobilières ou mobilières.

Elle pourra encore emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution au profit d'actionnaires, d'entreprises liées ou de tiers liés.

La société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger».

Remarque

L'attention des comparants a été attirée par le notaire instrumentaire sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises afin d'exercer les activités telles que décrites à l'article quatre des statuts de la société tels que modifiés par le présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: K. KLINGELE, J. WOLLMERING, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 17 décembre 2012. Relation: MER/2012/2936. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): A. MULLER.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 21 décembre 2012.

Référence de publication: 2012168016/96.

(120222212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2012.

Fleurs "Atelier Créatif" S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5550 Remich, 47, rue de Macher.

R.C.S. Luxembourg B 73.246.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendundzwölf, den dreizehnten Dezember.

Vor dem unterschriebenen Notar Patrick SERRES, mit Amtssitze zu Remich.

Ist erschienen:

Frau Maria BOESEN, Floristin, wohnhaft in L-5550 Remich, 47, rue de Macher.

Die erschienene Partei hat den unterzeichneten Notar ersucht, das Folgende festzustellen:

I. Der Erschiene Partei hält alle Anteile in der Gesellschaft FLEURS ATELIER CREATIF S. à r. l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in L-5550 Remich, 47, rue de Macher, gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 23. Dezember 1999, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 140 vom 12. Februar 2000.

II. Der Gesellschafter beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen.

III. Der Gesellschafter hat umfassende Kenntnis von der Satzung der Gesellschaft und der finanziellen Situation der Gesellschaft.

IV. Der Gesellschafter erteilt dem Geschäftsführer der Gesellschaft volle Entlastung für die Ausübung seines Mandates vom Zeitpunkt der Ernennung bis einschließlich dem Datum der vorliegenden Urkunde.

V. Der Gesellschafter erklärt, dass die Gesellschaft ihre Geschäftstätigkeit eingestellt hat und ihre bekannten Verbindlichkeiten beglichen wurden.

Der Gesellschafter übernimmt sämtliche Aktiva der Gesellschaft und erklärt ausdrücklich, dass er alle ausstehenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft persönlich übernehmen wird. In diesem Zusammenhang erklärt er mit seinem persönlichem Eigentum für diese Verbindlichkeiten aufzukommen.

VI. Der Gesellschafter erklärt jede andere erforderliche Maßnahme durchführen, um alle Aktiva und/oder Passiva der Gesellschaft auf sich zu übertragen.

VII. Nachfolgend wird die Gesellschaft hiermit aufgelöst und die Liquidation der Gesellschaft ist beendet.

VIII. Die Bücher und Schriften der aufgelösten Gesellschaft sind für die Dauer von fünf (5) Jahren ab dem Datum der vorliegenden Urkunde in L-5550 Remich, 47, rue de Macher aufzubewahren.

Erklärung

Die erschienene Partei erklärt hiermit, dass sie selbst an den eingebrachten Vermögenswerten letztlich wirtschaftlich berechtigt ist und bestätigt dass die Gelder und Vermögenswerte nicht aus einer Straftat herrühren.

Die vorliegende Urkunde wurde in Remich am eingangs genannten Tag erstellt.

Nach Verlesung und Erklärung wurde die vorliegende Urkunde von dem Komparenten, dem Notar mit Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, und dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: M. BOESEN, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 14 décembre 2012. Relation: REM/2012/1598. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Remich, den 20. Dezember 2012.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2012169298/43.

(120223396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2012.